

Manuel pour activistes communautaires

Mouvement mondial pour les forêts tropicales



Quels rapports y a-t-il entre les forêts, le changement climatique, le marché du carbone et **REDD+?**

Avril
2017

Quels rapports y a-t-il entre les forêts, le changement climatique, le marché du carbone et REDD+ ?

Manuel pour activistes communautaires

Mouvement mondial pour les forêts tropicales

Avril 2017

Ce travail a pu être réalisé grâce au soutien d'Olin gGmbH, de Misereor (Allemagne) et de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida) par l'intermédiaire de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC).

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas forcément celles de nos donateurs ou de leurs bailleurs de fonds .



Secrétariat international du WRM

Av. Gral José María Paz 1615/3 CP 11400 Montevideo, Uruguay.

Tél: +598 2605 6943

E-mail: wrm@wrm.org.uy

Site Web : <http://wrm.org.uy>

Dessins: Nieves Capote

Mise en page: Juan Morante

Sources des photos: Page 25 : FERN, Page 32 : Jutta Kill, Page 33 A : Wildlife Works Carbon / Mai Ndombe, Page 33 B : CIFOR, Page 39 : Pedro Martins, Pages 13 et 15 : Usines polluantes. Reuters / Todd Korol, Page 15 : Jutta Kill. Usine polluante dans la région industrielle de Sitara, en Inde, et déversement de pétrole dans le delta du Niger, au Nigeria.

Table des matières

Quel rapport y a-t-il entre les forêts et le changement climatique, le marché du carbone et REDD+ ?	6
Introduction	8
AFFICHE 1: Comment les projets REDD+ sont-ils présentés aux communautés? Qui se charge de promouvoir REDD+ ?	12
AFFICHE 2: Qu'est-ce que ce carbone dont les consultants, les entreprises et les ONG parlent aux communautés?	14
AFFICHE 3: Quel rapport y a-t-il entre le carbone et le changement climatique? Qu'est-ce que le réchauffement planétaire?	16
AFFICHE 4: Que font les gouvernements au sujet du changement climatique? Quels sont les principaux accords internationaux concernant le changement climatique?	19
AFFICHE 5: Qu'est-ce que le marché du carbone?	22
AFFICHE 6: Comment savoir combien de crédits carbone peut vendre un projet?	30
AFFICHE 7: Qu'est-ce que REDD+ ? Pourquoi REDD+ met-il en danger l'usage de la forêt que font les peuples forestiers ?	34
Les expériences des communautés et leur opposition à REDD+	40
Pour en savoir plus	42

Quel rapport y a-t-il entre les forêts et le changement climatique, le marché du carbone et REDD+ ?

Au cours des 10 dernières années, un nouveau mot – REDD – a vu le jour dans les discussions internationales sur la manière de mettre fin à la disparition des forêts. Avec REDD, les pays qui ont des taux de déboisement élevés sont payés pour prendre des mesures qui aboutissent à la **R**éduction des **É**missions dues au **D**éboisement et à la **D**égradation des forêts. Le paiement est effectué à condition que le bénéficiaire démontre que les émissions de CO₂ dues à la destruction des forêts ont diminué. Voilà pourquoi on dit parfois que REDD est un système axé sur les résultats. Cependant, cette caractéristique de REDD n'est pas la seule.

L'autre caractéristique est rarement mentionnée : contrairement à ce que son nom suggère, le système REDD n'a pas vraiment les forêts en vue. **D'abord et surtout, il a en vue les pays industrialisés et les grandes entreprises qui dépendent du pétrole et du charbon et qui ont intérêt à retarder le moment où ces combustibles fossiles ne pourront plus être utilisés.** Quand on brûle du pétrole et du charbon, un gaz dénommé dioxyde de carbone est libéré. Ce même gaz, le dioxyde de carbone, est libéré aussi quand on détruit les forêts, parce que les arbres accumulent du carbone dans leurs troncs et leurs branches pendant leur croissance. La forte augmentation de la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère est en train de causer le changement climatique. Les entreprises qui brûlent du pétrole et du charbon affirment que 'le dioxyde de carbone est le même partout' ; par conséquent, disent-elles, en arrêtant les émissions qui découlent de la destruction des forêts on contribue à combattre le changement climatique tout autant qu'en arrêtant la libération de carbone fossile (celui qui est au centre du mode de fonctionnement de ces entreprises).

L'information contenue dans la présente brochure explique pourquoi l'origine des émissions de CO₂ à réduire est importante pour le changement climatique ; pourquoi le carbone de la forêt n'est pas pareil au carbone fossile du pétrole ou du charbon en ce qui concerne le changement climatique, et pourquoi le fait d'appliquer le système REDD au lieu d'arrêter les émissions de CO₂ d'origine fossile est une mauvaise affaire pour le climat, pour les forêts et pour les peuples des forêts.

La brochure commence par décrire brièvement comment les pays et les grandes entreprises les plus responsables du changement climatique se servent de REDD pour continuer à brûler du carbone fossile. L'information contenue dans les différents chapitres complète celle qu'apportent sept affiches qu'apportent 7 affiches que vous trouverez sur le site web du WRM ¹ et dans la version papier de la brochure. Les dessins des affiches ont pour but d'aider les activistes communautaires à expliquer les rapports entre REDD et l'énergie, le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre, quelle est la véritable raison d'être ce système , et pourquoi certaines personnes qui rendent visite aux communautés forestières le présentent comme la possibilité d'une

¹ <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/quels-rapports-y-a-t-il-entre-les-forets-le-changement-climatique-le-marche-du-carbone-et-redd/>

vie meilleure et comme un nouveau moyen de protéger les forêts, tandis que d'autres viennent les alerter sur les dangers que comporte REDD pour le contrôle communautaire du territoire.

Les affiches et la brochure d'accompagnement ont pour but d'aider les communautés qui souhaitent savoir ce que REDD représente pour elles. Les affiches peuvent être utilisées de nombreuses façons. Vous pouvez faire une exposition avec les 7 et organiser une réunion où les participants commenceront par étudier les images et dire ce qu'ils en pensent. Ou en choisir quelques-unes pour une discussion plus approfondie, par exemple celles qui éveillent le plus d'intérêt ou de réactions. Ou bien en choisir une ou deux seulement pour expliquer un aspect déterminé du rapport entre la forêt, le changement climatique et le marché du carbone. Vous pourriez aussi décider d'attirer l'attention sur certaines parties d'une affiche, en y ajoutant vos propres dessins et commentaires, ou couvrir les parties de l'image qui ne vous sont pas utiles et vous centrer sur celles qui restent visibles. Autrement dit, ces images sont conçues comme des outils à usages multiples pour qu'il vous soit plus facile d'expliquer les complexités des rapports de la forêt avec le changement climatique et le marché du carbone, tout en vous laissant toute liberté de n'utiliser que celles qui vous semblent les plus pertinentes pour une réunion ou une discussion déterminée. Les images des affiches figurent également dans la brochure pour que vous puissiez retrouver rapidement dans le texte les explications correspondantes. **Les points et les arguments clés** sont en caractères gras dans la brochure ; les liens vers des informations supplémentaires figurent à la fin.

Les affiches et la brochure d'accompagnement visent à expliquer ce qu'est REDD sans recourir à un langage technique et fermé. Nous sommes conscients que, à elles seules, les affiches et la brochure ne vont pas fournir suffisamment d'information à ceux qui cherchent une présentation complète du système REDD. Les affiches et la brochure ne sont pas conçues pour ce faire ; elles ont été conçues pour aider ceux qui maîtrisent déjà des notions telles que REDD, les marchés du carbone et la justice climatique à les expliquer plus facilement aux peuples des forêts et aux communautés traditionnelles avec lesquels ils travaillent. Cette information montre en plus comment et pourquoi le système REDD réduit les forêts à des unités commercialisables de dioxyde de carbone. Cette idée réductionniste est étroitement liée à la vision technocratique du monde qui est celle de la science occidentale. Elle serait inimaginable dans les cosmovisions qui considèrent chaque forêt comme unique, attachée à un endroit déterminé, et comme un réseau complexe, indivisible et toujours changeant de relations et d'interactions humaines et non humaines. À ceux qui ont ces visions du monde, l'idée de REDD va paraître encore plus bizarre et contradictoire qu'elle ne paraît à ceux qui sont imbus de la science et de l'économie occidentales.

Nous espérons que cette brochure vous paraîtra utile et instructive. Vos suggestions nous permettront d'améliorer l'information qu'elle contient et celle qu'apportent les affiches.

Introduction

L'abréviation **REDD** correspond à **R**éduction des **É**missions dues au **D**éboisement et à la **D**égradation des forêts. Quand les forêts sont détruites, le carbone emmagasiné dans leur végétation est libéré sous la forme de dioxyde de carbone. **L'idée du système REDD est que les pays qui ont un taux de déboisement élevé, ou les entreprises responsables de la destruction des forêts, soient rémunérés s'ils prennent des mesures qui réduisent le déboisement.** Les hectares de forêts sauvés de la destruction sont convertis en tonnes de dioxyde de carbone non libérées dans l'atmosphère, et les sommes à payer sont calculées à partir de ces tonnes de dioxyde de carbone non émises. Le paiement n'étant censé se produire qu'après avoir prouvé que les émissions dues à la destruction forestière ont effectivement diminué, REDD est parfois décrit comme un système de paiement au résultat. Cependant, cette caractéristique de REDD n'est pas la seule.

L'autre caractéristique du système est rarement mentionnée: **contrairement à ce que son nom porte à croire, REDD ne vise pas vraiment à éviter la disparition des forêts. En revanche, il vise d'abord et surtout à remettre à plus tard la tâche urgente de mettre fin à la consommation de pétrole et de charbon que font les grandes entreprises et les pays industrialisés.** Quand ces combustibles fossiles sont brûlés, le gaz dioxyde de carbone est libéré. L'augmentation rapide de la concentration de dioxyde de carbone et d'autres gaz dans l'atmosphère, qui a lieu depuis près de 150 ans, est en train de faire changer le climat. Le même gaz, le dioxyde de carbone, est libéré aussi lorsque les forêts sont détruites, parce que les arbres accumulent du carbone dans leurs troncs et leurs branches pendant leur croissance [voir l'affiche 2]. Les entreprises et les défenseurs de REDD affirment que 'le carbone est le même partout' et que, par conséquent, il est aussi avantageux pour le climat d'arrêter les émissions dues à la destruction des forêts que d'arrêter les émissions dues à la combustion de pétrole ou de charbon, ces combustibles fossiles sur lesquels est basé le mode de fonctionnement industriel. Ce raisonnement leur permet, par le biais de REDD, de payer pour que quelqu'un d'autre réduise ses émissions en évitant la destruction forestière qu'il avait prévue, tandis qu'ils peuvent continuer à libérer du carbone fossile en brûlant du pétrole, du charbon ou du gaz naturel [voir l'affiche 7].

Cependant, pour les personnes qui vivent près des raffineries de pétrole ou d'usines polluantes telles que les hauts-fourneaux, les usines de bauxite et d'aluminium, les usines chimiques, les cimenteries, etc., l'endroit où l'on réduit les émissions n'est pas indifférent parce que, en plus d'émettre du dioxyde de carbone, ces industries libèrent aussi d'autres substances toxiques [voir les affiches 3 et 5]. Pour le climat non plus l'endroit où l'on réduit les émissions n'est pas indifférent. Et surtout, il n'est pas indifférent que l'on oblige les entreprises les plus polluantes à réduire leur destruction, ou qu'on leur donne la possibilité de payer quelqu'un pour qu'il réduise ailleurs ses émissions à leur place tandis qu'elles continuent à polluer et à accroître leurs bénéfices tout en maintenant ou même en augmentant la pollution qu'elles produisent. Or, REDD offre cette possibilité aux grandes entreprises, alors qu'elles sont les plus fortement responsables du changement climatique.

Le pouvoir et les bénéfices des entreprises pétrolières et autres du secteur des industries extractives, du système alimentaire industriel et des pays industrialisés découlent de leur utilisation des combustibles fossiles : le pétrole, le charbon et le gaz naturel. Sans ces sources puissantes d'énergie, le pétrole en particulier, leur mode de fonctionnement actuel ne produirait pas les bénéfices qu'il apporte à leurs actionnaires. **En affirmant que la diminution des émissions dues**

à la perte de forêts est aussi avantageuse pour le climat que la diminution des émissions de carbone d'origine fossile, ces entreprises et leurs défenseurs peuvent détourner les négociations internationales sur le climat du besoin urgent de laisser le carbone fossile dans le sous-sol, autrement dit, d'arrêter l'extraction de pétrole, de charbon et de gaz naturel. Elles affirment que le carbone libéré quand les forêts sont détruites est une partie importante du problème du climat et qu'il faut s'en occuper. Les ONG écologistes présentent REDD comme un moyen de réduire les émissions dues à la perte de forêts [voir l'affiche 7]. Les gouvernements des pays industrialisés, les entreprises pétrolières, les ONG écologistes et des institutions telles que la Banque mondiale et l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) apportent des fonds et de l'assistance technique, organisent des réunions et des conférences et contribuent à publier des rapports qui montrent que REDD pourrait être une solution très prometteuse. C'est ainsi que REDD est introduit dans les accords internationaux sur le climat et qu'il aide les grandes entreprises et les gouvernements à différer la seule solution réelle du problème du changement climatique : laisser sous terre le carbone fossile emmagasiné dans le pétrole et le charbon ².

Le système REDD est donc une mauvaise affaire pour le climat. Il est aussi une mauvaise affaire pour les communautés pour lesquelles la forêt est leur foyer et leur moyen d'existence. Leur utilisation de la forêt – la culture itinérante, les produits forestiers et l'agriculture à petite échelle en forêt – est présentée comme la cause principale du déboisement et du changement climatique, tandis que la cause véritable de ces deux choses – la destruction commise par des entreprises puissantes et polluantes – n'est plus au centre du débat public sur le changement climatique ou sur le déboisement.

Le fait d'accuser l'agriculture paysanne et les méthodes des peuples indigènes d'être le problème principal est lié au mode de fonctionnement du système REDD [voir l'affiche 7]. **En effet, pour avoir droit à une rémunération, le pays ou l'entreprise qui met en œuvre un projet REDD doit montrer qu'il est en train de sauver une forêt qui risquait d'être détruite.** Il affirme ensuite qu'il prend des mesures pour éviter cette destruction prévue ; il engage des consultants pour qu'ils calculent exactement combien de carbone a été 'économisé' par suite des mesures qu'il a prises ; ces consultants comptent les hectares de forêt apparemment sauvés, calculent combien de carbone y était emmagasiné, et combien de dioxyde de carbone aurait été libéré dans l'atmosphère. Ce volume de carbone non libéré est converti en crédits carbone qui pourront ensuite être vendus. Un crédit carbone permet à son acheteur d'émettre une tonne de dioxyde de carbone supplémentaire, qu'il n'aurait pas été autorisé à émettre autrement. Cette autorisation de polluer permet aux acheteurs de crédits d'affirmer que leurs propres émissions de dioxyde de carbone ont été neutralisées et ne contribuent donc pas au changement climatique.

Or, du moment que l'élevage extensif, la culture industrielle du soja ou celle du palmier à huile sont bien plus rentables que les paiements offerts par le système REDD, les entreprises responsables du déboisement à grande échelle effectué pour ces activités n'arrêteront pas de détruire les forêts [voir l'affiche 7]. C'est pourquoi les ONG écologistes, la Banque mondiale, les sociétés conseil, les agences gouvernementales et les grandes entreprises qui présentent ce système comme une solution ont commencé à proposer des projets REDD centrés sur l'agriculture paysanne et sur la culture itinérante.

² Le gaz naturel contient lui aussi du carbone. Nous parlons surtout du pétrole et du charbon parce que ce sont les deux types de combustibles fossiles les plus utilisés, mais pour éviter le dérèglement du climat il faudra aussi mettre fin à la consommation de gaz naturel, en plus de laisser le pétrole et le charbon sous terre.



Ils trouvent plus facile de les imposer à des communautés paysannes ou indigènes, qui vivent souvent à des endroits très lointains, qui n'ont pas l'influence politique et le pouvoir économique nécessaires pour rejeter ces projets, et qu'on peut plus facilement forcer à respecter les restrictions auxquelles sera soumis leur mode d'utilisation des sols.

Au départ, REDD était conçu pour réduire les émissions causées uniquement par le déboisement et la dégradation des forêts. Pourtant, en 2009 le système a été rebaptisé REDD+. Le 'plus' indique qu'il s'agit d'une version élargie, qui inclut des activités non prévues dans la définition initiale. Par exemple, suivant cette nouvelle version les pays qui ont beaucoup de forêts mais un faible taux de diminution des forêts peuvent aussi recevoir des paiements, s'ils montrent que le déboisement n'est pas en train d'augmenter chez eux. Les entreprises forestières peuvent aussi recevoir des paiements REDD+ si elles réduisent la dégradation des forêts en montrant qu'elles les gèrent 'de façon durable'. Même les entreprises de plantation peuvent recevoir des paiements REDD+, en disant que les arbres qu'elles plantent en quantité industrielle et en régime de monoculture sont en train de piéger du carbone. Ce qu'elles ne disent pas, c'est que ces arbres seront coupés après quelques années seulement ; que ces plantations ont besoin d'engrais chimiques, de produits toxiques et d'une récolte mécanisée ; que les sous-produits de ces arbres exigent que l'on brûle du pétrole ou de charbon ; et que la plupart du carbone emmagasiné dans les arbres plantés sera libéré dans l'atmosphère peu après la coupe. Ainsi, les plantations industrielles de ce genre ont de nombreux effets négatifs supplémentaires, d'ordre écologique et social, sur les communautés dont elles occupent le territoire. Souvent, elles détruiront aussi l'économie locale et mettront en danger la souveraineté alimentaire de la communauté, parce que les plantations auront occupé ou asséché les sols préalablement affectés à la production d'aliments.

Le système REDD+ est la dernière tentative en date d'éviter la perte des forêts (tropicales). Les plans présentés dans le passé par les États, les agences internationales et les ONG écologistes n'ont pas eu beaucoup de succès ; c'est plutôt le contraire. Tandis que les responsables du déboisement à grande échelle, comme l'agriculture industrielle, l'extraction

de bois, les mines et la construction d'infrastructures, continuent de déboiser comme avant, les communautés qui dépendent des forêts doivent subir les conséquences de la destruction causée par ces entreprises. C'est ce qui est arrivé, par exemple, dans les années 1980-1990, avec le Plan d'action pour les forêts tropicales de la Banque mondiale et de la FAO. Les familles paysannes et les peuples forestiers ont été expulsés de leurs territoires pour transformer les forêts en plantations d'arbres, en parcs nationaux et en diverses zones de conservation, tandis que l'exploitation forestière, l'extraction minière et l'agro-industrie ont pu continuer à détruire des forêts sans encombre.

Tout comme ces initiatives internationales passées, la proposition de REDD+ n'est pas venue des communautés forestières. L'idée est fondée sur une conception extérieure et très tendancieuse des causes profondes du déboisement. Cette conception ignore les causes véritables du déboisement, ainsi que les intérêts économiques et politiques et l'influence des industries extractives, des sociétés forestières, des entreprises de plantation et des sociétés agro-alimentaires, qui sont responsables de la destruction massive des forêts. Grâce à leur pouvoir économique et politique, ces responsables du déboisement à grande échelle ont pu participer à la formulation du système REDD, alors que les communautés qui dépendent des forêts et qui les ont protégées pendant des générations n'ont pas pu y être présentes. Le résultat est un système qui n'empêche pas le déboisement à grande échelle et qui fait porter le blâme de la diminution des forêts à ceux qui n'ont pas de moyens économiques ou politiques : les communautés qui vivent dans et avec la forêt.

REDD+ continue d'exclure les communautés forestières, bien que de nombreuses ONG écologistes et agences gouvernementales organisent des rencontres où elles leur en expliquent les avantages. Les discours sur le caractère 'participatif' du système et sur des projets REDD+ 'dirigés par la communauté' ne changent rien à cette exclusion. L'une des raisons est que, lorsque les communautés ont la possibilité de participer à REDD+ (ce qui n'est pas souvent le cas), le système est présenté dans un langage très technique. Les risques ne sont pas mentionnés, et les explications sont données d'une manière si déroutante et intimidante que les gens ont l'impression que seuls les experts et les ingénieurs de l'extérieur peuvent s'y retrouver. Et ils ont en partie raison, alors que ce sont les communautés qui vivent dans et avec la forêt qui paieront les conséquences.

Les ateliers communautaires et les réunions participatives ne peuvent pas changer le fait que l'idée de REDD+ réduit à un simple chiffre le caractère unique de chaque forêt et son réseau complexe et toujours changeant de rapports humains et non humains : x tonnes de carbone, transformées en x tonnes de dioxyde de carbone, sont empêchées de s'éparpiller dans l'atmosphère. Le processus exige que ce qui rend un endroit spécial et unique en soit soustrait, réduit à des unités de carbone qui puissent être mesurées, comparées et transformées en crédits carbone pour pouvoir les vendre et les acheter. **Les mêmes entreprises qui sont responsables de la destruction forestière à grande échelle peuvent acheter ces crédits REDD+ et s'en servir pour affirmer qu'elles ne sont pas responsables du changement climatique, même si elles continuent à détruire la forêt. En revanche, les communautés qui ont protégé la forêt des générations durant sont interdites d'utiliser ce qui a été transformé en une forêt de compensation REDD+ [voir les affiches 1 et 7].** Les experts en conservation ne parlent pas souvent de cet aspect de REDD+. Ils omettent de mentionner de nombreux aspects problématiques du système, que les communautés auraient intérêt à connaître et qui montrent pourquoi et comment REDD+ est un instrument qui permet aux grandes entreprises de continuer à causer la destruction sociale, économique et écologique.

Comment les projets REDD+ sont-ils présentés aux communautés ? Qui se charge de promouvoir REDD+ ?

Q: *Comment avez-vous appris l'existence de REDD+ ?
Pourriez-vous décrire en deux ou trois phrases en quoi consiste REDD+ ?*

Il arrive très souvent qu'on ne demande même pas aux communautés si elles sont d'accord pour qu'un projet REDD soit mis en œuvre dans leur territoire. On se contente de les informer qu'il y aura un projet ou programme REDD+ et qu'il faudra respecter certaines normes qui règlementeront (c'est-à-dire limiteront) leur usage de la forêt. Les rares fois où ceux qui viennent présenter le projet leur demandent si elles veulent y participer, ils leur disent : 'Notre projet est important pour le climat. Il apportera de l'emploi et des avantages à la communauté et contribuera à protéger la forêt. Il y aura une réunion pour expliquer en quoi cela consiste et, après la réunion, vous pourrez signer pour y participer.'



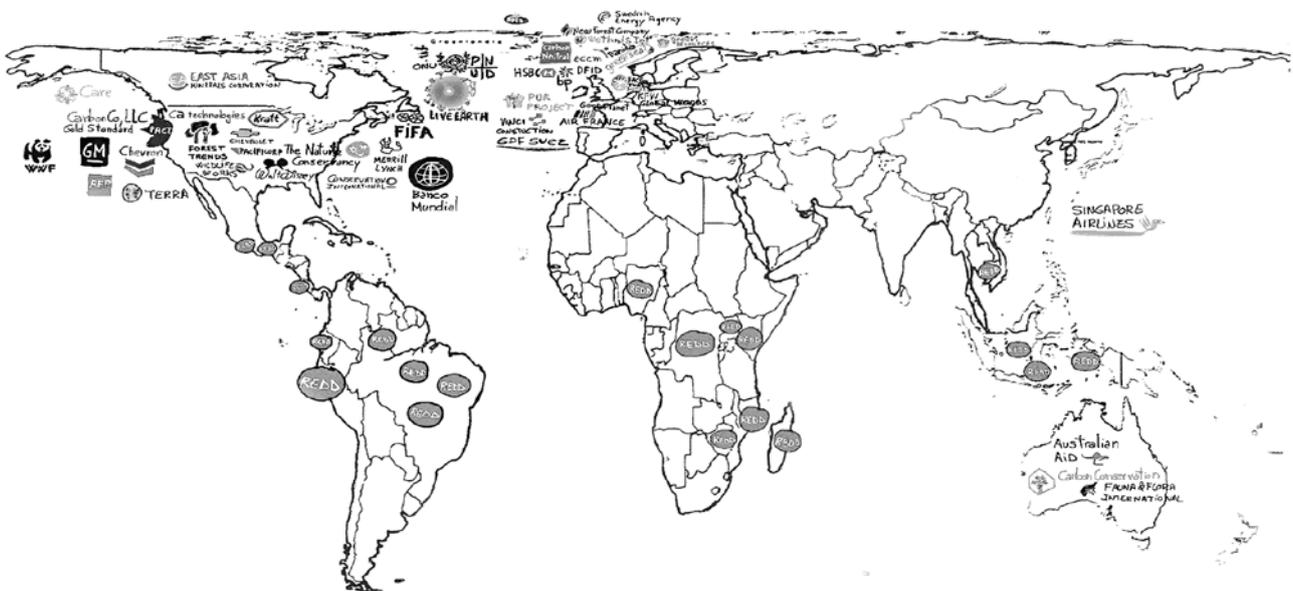
Des personnes venues de l'extérieur – des représentants d'agences de développement, d'ONG écologistes, de négociants en carbone, de sociétés conseil – auront raconté une histoire très semblable aux différentes communautés qu'elles auront visitées. Elles auront utilisé des façons semblables de présenter et de promouvoir le système REDD+. Elles auront beaucoup parlé du carbone et du déboisement, et raconté que l'agriculture paysanne et la culture itinérante sont en train de produire des émissions de carbone qu'il est nécessaire de réduire à cause du changement climatique. Elles auront parlé aussi de l'importance de 'mesurer et surveiller le carbone', et affirmé que REDD+ est important pour enrayer le changement climatique, et que leur projet REDD+ en particulier va créer des emplois et apporter d'autres bénéfices à la communauté.

Très souvent, les réunions sur REDD+ qu'organisent les organisations écologistes ou les agences gouvernementales avec les communautés forestières laissent les gens très désorientés. 'Ces citoyens ont dit des tas de choses sur le carbone et le changement climatique, et sur le mesurage de notre carbone, et ils ont dit que des gens qui habitent très loin veulent nous aider à protéger le carbone de notre forêt, et qu'ils ont besoin de notre carbone. Mais je ne sais toujours pas pourquoi ils ont besoin de notre carbone, ni comment ce carbone va leur parvenir là-bas', a expliqué un membre d'une communauté concernée par un projet REDD+ au Kenya.

Des projets REDD+ situés à des endroits très différents du monde ont ceci en commun: **des gens de l'extérieur viennent parler du carbone à la communauté, mais ils ne sont pas vraiment capables de bien expliquer quels rapports il y a entre ce carbone et les problèmes de la communauté. Une fois que le projet démarre, la population ne peut plus utiliser la forêt comme avant, et les avantages promis par le projet REDD+ ne se matérialisent pas.**

Un coup d'œil à la distribution mondiale des projets REDD+ révèle quelques points marquants:

- Un petit nombre d'ONG écologistes, où figurent The Nature Conservancy, Conservation International, WWF et la Wildlife Conservation Society participent à de nombreux projets REDD+.
- La plupart des projets REDD+ sont mis en oeuvre dans les pays du Sud, mais ceux qui les proposent et les entreprises qui achètent les crédits proviennent des pays industrialisés.
- La plupart des projets REDD+ sont situés dans des régions très éloignées et difficiles à atteindre, de sorte que les membres des communautés concernées ont du mal à obtenir de l'information et à connaître l'expérience d'autres personnes au sujet de REDD+, et que, d'autre part, les responsables du projet peuvent facilement surveiller qui rend visite aux communautés de la zone réservée au projet REDD+.
- Beaucoup de projets REDD+ sont situés à proximité de zones protégées.



Qu'est-ce que ce carbone dont les consultants, les entreprises et les ONG parlent aux communautés ?

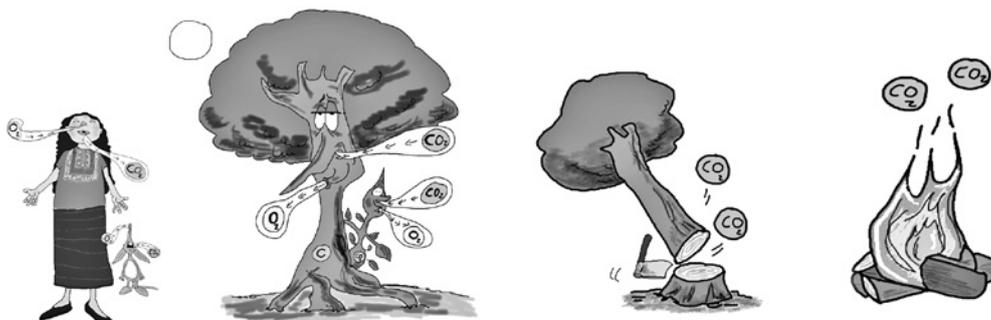
Q: *Quand vous pensez à l'énergie, quelle image vous vient à l'esprit ? (Du bois à brûler ? Du charbon de bois ? Une cuisinière ? Le travail effectué par des êtres humains ou des animaux ? Le pétrole ? Le charbon ?)*

La science occidentale et les connaissances qu'elle produit sont très différentes des systèmes de connaissance traditionnels des peuples indigènes. Leurs explications de ce qui constitue une forêt et des interactions de ses différents éléments entre eux diffèrent aussi considérablement. **Ce qui suit est une description scientifique de l'utilisation que font les plantes de l'énergie de la lumière solaire pour produire leur nourriture : l'énergie dont elles ont besoin pour croître.** Le processus utilisé par la plante s'appelle photosynthèse (utilisation de la lumière pour mettre des choses ensemble : photo est un mot grec qui veut dire lumière, et synthèse est le fait de combiner des éléments). Dans la photosynthèse, **la plante utilise l'énergie du soleil pour transformer le dioxyde de carbone (CO₂) et l'eau en une source d'énergie que la plante utilise pour croître: les sucres.** Ce faisant, la plante produit aussi de l'oxygène qui est libéré dans l'atmosphère. Ainsi **la plante inhale du dioxyde de carbone et exhale de l'oxygène (quand il fait jour), tandis que les être humains et les animaux font l'inverse : ils inhalent de l'oxygène et exhalent du dioxyde de carbone.**

dioxyde de carbone + eau + énergie solaire → sucres (énergie que la plante utilise pour croître) + oxygène³

Les sucres - et le carbone qui y est resté enfermé au cours de la photosynthèse - dont la plante n'a pas besoin pour se nourrir dans l'immédiat sont emmagasinés, par exemple dans le bois et les racines d'un arbre. Quand le bois ou les racines sont coupés ou brûlés, le carbone qu'ils gardaient retourne dans l'atmosphère sous la forme de dioxyde de carbone. Le bois a été brûlé pour obtenir de l'énergie pendant toute l'histoire de l'humanité. La concentration de carbone est différente dans le bois et dans le charbon de bois; dans le charbon de bois, le carbone est plus concentré ➤ c'est donc une source d'énergie plus puissante.

Dans les arbres et la végétation, le carbone est stocké au-dessus du sol, de sorte qu'il peut être facilement libéré de façon naturelle, par des incendies, des orages ou des invasions d'insectes.

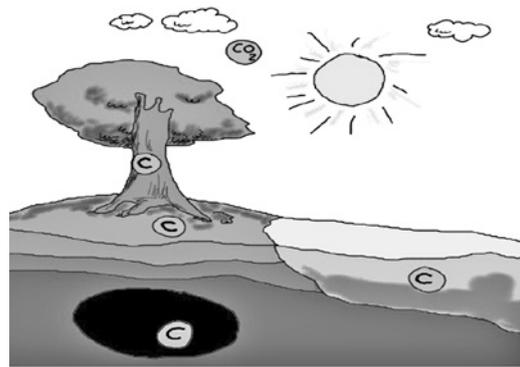


Le bois et les racines des arbres et d'autres plantes sont des endroits où le carbone est stocké temporairement.

³ 6 unités de dioxyde de carbone (CO₂) + 12 unités d'eau (H₂O) + lumière solaire → 1 unité de sucres (C₆H₁₂O₆) + 6 unités d'oxygène (O₂) + 6 unités d'eau (H₂O)

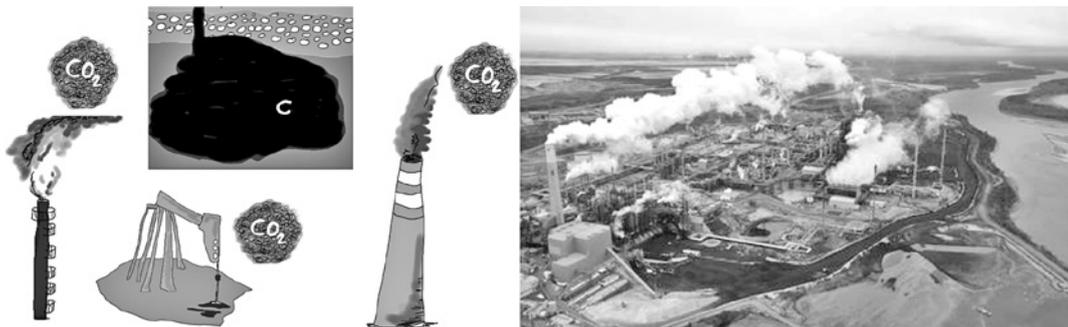
Q: *Pouvez-vous penser à une autre source d'énergie associée au carbone ?*

Le pétrole et le charbon se trouvent dans les profondeurs de la Terre. Le carbone qui est enfermé dans ces gisements de pétrole et de charbon souterrains n'en sort pas spontanément, il faut de grosses machines pour l'extraire et le transformer en essence, en diesel et en charbon à brûler comme combustible.



➤ **Le carbone fossile:** le pétrole et le charbon

Le carbone qui est enfermé dans les gisements de pétrole et de charbon dans les profondeurs de la Terre était une fois emmagasiné dans les arbres des forêts et dans la végétation superficielle. Au cours de millions d'années, cette matière végétale a été comprimée et transformée en gisements souterrains de pétrole et de charbon. C'est pourquoi le carbone contenu dans le pétrole et le charbon est appelé aussi carbone fossile, et que l'essence, le diesel et le charbon sont appelés des combustibles fossiles.



Ce processus de compression de plantes mortes pendant des millénaires a fait du pétrole, du gaz et du charbon des sources d'énergie très puissantes et très concentrées. Leur pouvoir énergétique étant si grand, leur utilisation a accéléré la production et la consommation de produits industriels et rendu possible le commerce mondial, ainsi que l'existence des transnationales qui dominent aujourd'hui le commerce. Le carbone fossile est devenu le moteur de l'industrialisation mondiale.



Quel rapport y a-t-il entre le carbone et le changement climatique? Qu'est-ce que le réchauffement planétaire?

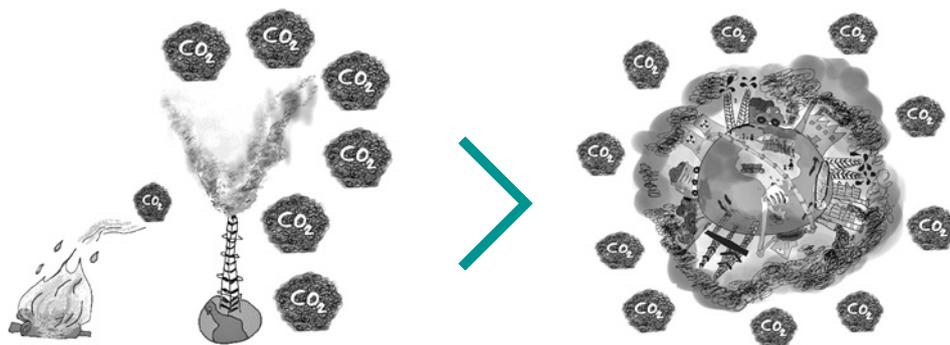
Veillez noter que le texte de ce chapitre se rapporte aussi à l'affiche 4.



Carbone fossile = des plantes qui ont poussé il y a des millions d'années, ont été comprimées sous terre et sont devenues des gisements de pétrole et de charbon qui contiennent une forte concentration de carbone.

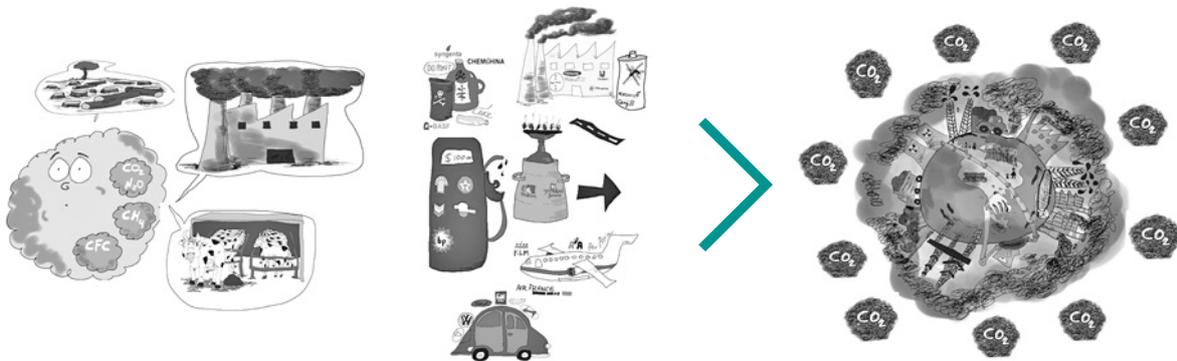
Les plantes ont mis des millions d'années à devenir du pétrole et du charbon. Ce processus, qui a impliqué beaucoup de pression et de chaleur, a fait que le carbone enfermé dans ces plantes se concentre beaucoup. **Le carbone fossile que l'on brûle aujourd'hui en une année sous forme d'essence ou de charbon minéral représente 400 ans de croissance des plantes ; ainsi, le carbone emmagasiné dans les plantes pendant 400 ans est libéré chaque année lorsqu'on brûle du pétrole, du charbon minéral et du gaz naturel.**

C'est cette énorme concentration de carbone de plantes anciennes que l'on retrouve dans le pétrole et le charbon qui en fait des sources d'énergie si puissantes : une petite quantité de carbone fossile contient beaucoup plus d'énergie que le bois ou le charbon de bois. La différence est semblable à celle de la caféine qu'on trouve dans un café léger et dans un café bien serré. En plus, le carbone fossile est plus facile à transporter d'un endroit à un autre, ce qui est très important pour la production industrielle. Par exemple, le pétrole est embarqué au Nigeria, ou au Venezuela, ou en Équateur, vers les raffineries et les usines des pays industrialisés et des zones industrielles de Chine, de l'Inde ou d'ailleurs où l'on fabrique une bonne partie des marchandises produites par les pays du Nord. **L'économie mondiale est devenue dépendante - intoxiquée - de cette énergie fortement concentrée sous forme de carbone fossile dans le pétrole, le charbon et le gaz naturel.**



Tout comme le carbone stocké dans les arbres est libéré sous forme de dioxyde de carbone quand on brûle le bois pour en utiliser l'énergie, le carbone stocké dans les combustibles fossiles est libéré quand on brûle

de l'essence et du charbon. Cependant, comme la concentration de carbone dans le pétrole et le charbon est beaucoup plus forte que dans le bois ou le charbon de bois, le fait de brûler du pétrole ou du charbon libère beaucoup plus de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Or, on brûle une quantité de pétrole et de charbon toujours plus grande, dans les fabriques d'acier, d'aluminium, d'engrais, de produits chimiques, d'automobiles, etc., où sont produites les marchandises industrialisées que l'on commercialise dans l'économie mondiale ; dans l'agriculture industrielle, qui utilise de grandes quantités d'engrais (et il faut de l'essence pour les produire), de grandes machines (qui tournent à l'essence ou au diesel) pour produire à grande échelle une petite variété de cultures pour l'exportation (il faut les transporter sur de longues distances) ; ou dans d'énormes bateaux ou des avions (les sources d'émissions de CO₂ qui sont en train de se développer le plus vite). **Le résultat de cette consommation toujours croissante de pétrole et de charbon est une très forte augmentation du taux de dioxyde de carbone accumulé dans l'atmosphère.**

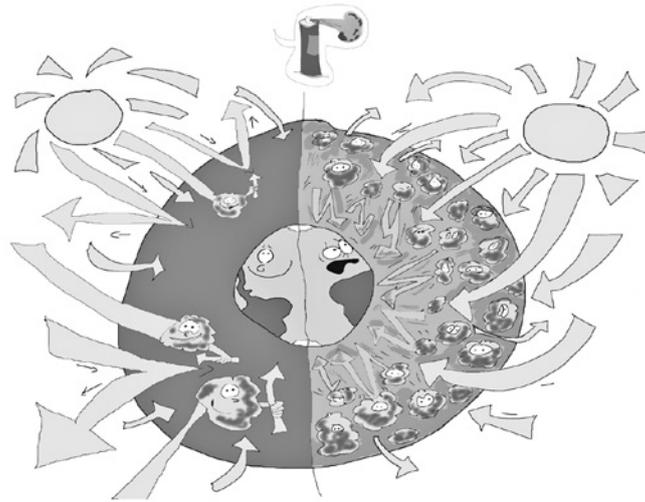


En plus, quand le pétrole et le charbon sont extraits de leurs gisements souterrains et brûlés, les dégâts qu'ils causent ne se limitent pas au volume de dioxyde de carbone qu'ils libèrent dans l'atmosphère : ils provoquent aussi d'autres types de pollution, la destruction environnementale et sociale, et des conflits.

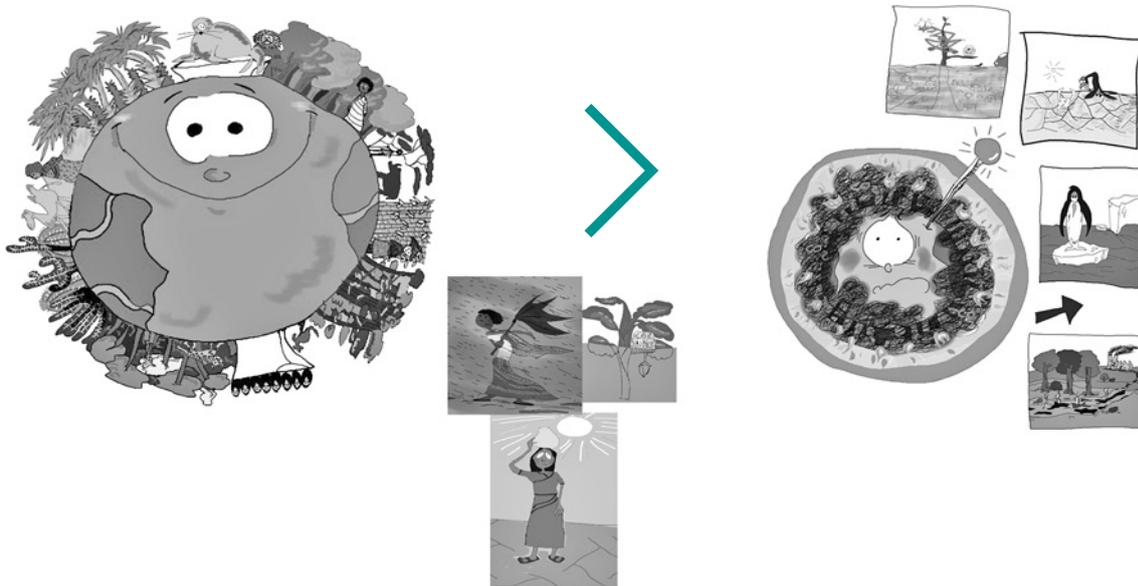


Quel rapport y a-t-il entre le carbone, le changement climatique et le réchauffement planétaire ?

Bien que le dioxyde de carbone soit un gaz invisible, sans odeur et sans saveur, il a toujours été présent dans l'atmosphère. Il joue un rôle important dans la régulation de la température de la terre, parce qu'il fonctionne comme un filtre : il laisse passer l'énergie du soleil et en maintient une partie près de la terre. Plus la concentration de dioxyde de carbone est forte dans l'atmosphère, plus la chaleur du soleil s'y concentre. Avec trop peu de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, la température de la Terre serait très basse, trop basse pour que la vie humaine s'y développe. En revanche, s'il y a trop de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, la chaleur solaire captée est excessive et la température augmente. Ainsi, le dioxyde de carbone fonctionne comme les vitres d'une serre chaude : il attrape la chaleur du soleil et la maintient près du sol. C'est pourquoi le dioxyde de carbone, le méthane et d'autres encore sont appelés "des gaz à effet de serre".



La concentration de dioxyde de carbone de l'atmosphère a toujours changé au cours de l'histoire de la planète. Cependant, **la libération rapide de grands volumes de carbone ancien qui étaient enfermés dans les gisements de pétrole et de charbon du sous-sol a fait que la concentration de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre (comme le méthane) augmente très vite. Par conséquent, davantage d'énergie solaire est restée attrapée et la température de la planète a commencé à monter. C'est ce qu'on appelle le réchauffement planétaire.**



Les forêts et les océans ont absorbé une partie du carbone fossile qui a été libéré en brûlant du pétrole et du charbon, mais ils ne peuvent pas absorber tout ce carbone excédentaire. L'augmentation du taux de dioxyde de carbone de l'atmosphère est en train de dérégler le climat dans le monde entier. **Les anomalies et les phénomènes météorologiques extrêmes, comme les inondations, les sécheresses et les orages plus forts et plus prolongés, sont les premiers signes du changement climatique. Ce dérèglement du climat rend aussi plus difficile de prévoir le temps qu'il fera.**

Que font les gouvernements au sujet du changement climatique? Quels sont les principaux accords internationaux concernant le changement climatique?

Q: Que font les gouvernements pour éviter que davantage de gaz à effet de serre soient libérés dans l'atmosphère? Sont-ils en train de négocier comment ils vont arrêter de brûler du pétrole et du charbon le plus vite possible?

Les gouvernements de 193 pays se réunissent chaque année, depuis 1992, pour parler et négocier les mesures à prendre afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. À moins de réduire ces émissions, la concentration de dioxyde de carbone et des autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère va continuer d'augmenter, de sorte que davantage d'énergie solaire sera retenue et que la température de la planète montera encore. **Rien qu'avec la concentration actuelle de dioxyde de carbone dans l'atmosphère le climat est déjà en train de changer : le temps est devenu plus imprévisible, les orages, les inondations et les sécheresses sont devenus plus extrêmes [voir l'affiche 3].**

Les réunions annuelles ont été convoquées par les Nations unies, organisation née en 1945. Sa mission est de maintenir la paix et la sécurité grâce à « la coopération internationale [entre les gouvernements membres de l'ONU] en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ».



Au fil des ans, les intérêts des grandes entreprises ont gagné de plus en plus d'influence au sein de l'ONU. En particulier, les sociétés pétrolières ont dépensé beaucoup d'argent pour éviter que les gouvernements ne prennent, dans les réunions de l'ONU, des décisions qui risqueraient de réduire leurs profits économiques. Ainsi, les pourparlers organisés chaque année par l'ONU pour traiter du climat n'ont pas abouti à des actions tangibles qui s'attaquent vraiment à la cause du problème : l'addiction du monde industrialisé aux combustibles fossiles.

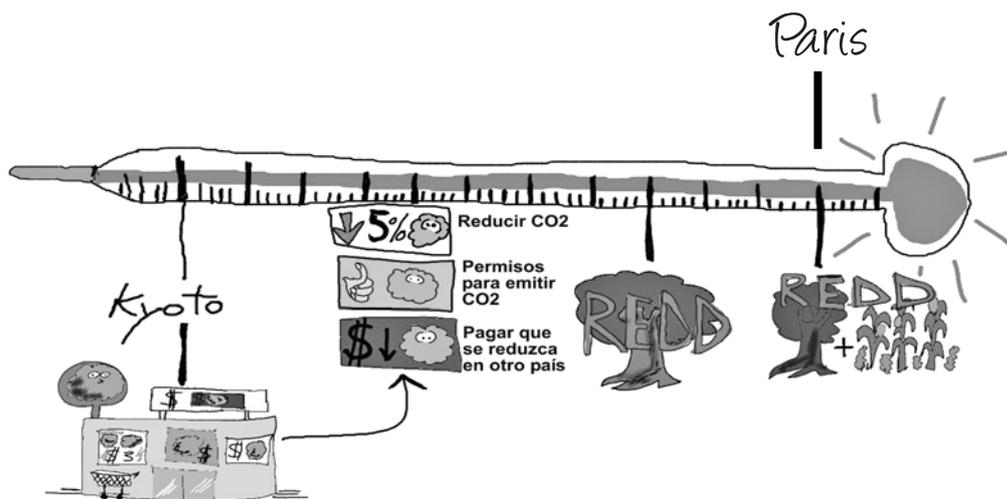
Pourtant, se sentant obligés de montrer qu'ils étaient en train de faire quelque chose, les gouvernements ont approuvé deux accords qui disent que les pays vont réduire leurs émissions.

En 1997, la conférence de l'ONU a approuvé le **Protocole de Kyoto** qui dit que **les pays industrialisés** vont réduire leurs émissions d'une moyenne de 5 % par rapport aux émissions de 1992. Les États-Unis faisaient partie des pays qui ont négocié le Protocole de Kyoto, mais le parlement états-unien n'a finalement pas ratifié l'accord, de sorte que ce pays a été le seul pays industrialisé, et le plus fort émetteur de gaz à effet de serre de l'époque, qui ne s'est pas engagé à réduire ses émissions.

Lors de la conférence annuelle de l'ONU qui s'est tenue en 2015 à Paris, les gouvernements ont approuvé l'**Accord de Paris sur le changement climatique**. **Tous les pays se sont engagés à réduire leurs émissions, ou à éviter qu'elles n'augmentent, à partir de 2020, mais cet engagement n'a pas force obligatoire.**

Beaucoup ont commenté que les objectifs de réduction établis dans le Protocole de Kyoto et dans l'Accord de Paris n'étaient pas suffisants, surtout dans le cas des pays industrialisés. Cela est vrai.

Cependant, le plus important – et le plus dangereux, surtout pour les communautés rurales et pour les gens qui vivent dans des zones où fonctionnent des usines polluantes – est peut-être que **les gouvernements ont fait figurer, dans ces accords de l'ONU sur le climat, un système qui leur permet d'éviter de faire ces réductions (déjà insuffisantes) dans leurs propres pays, et qui permet aux entreprises dont les émissions sont également limitées par ces accords de continuer à polluer sans entrave.**



Le système en question est le **marché du carbone**. **Le marché du carbone permet à un pays ou à une entreprise de dépasser son quota d'émissions, en achetant un 'permis d'émission' à un autre pays ou entreprise qui n'a pas besoin d'épuiser son quota [voir l'affiche 5].** Le marché du carbone donne aussi, au pays ou à la compagnie qui souhaite dépasser son quota, la possibilité de payer quelqu'un d'autre, qui n'est pas contraint de limiter ses émissions, pour qu'il fasse la réduction à sa place. En échange de ce

paiement, le pays ou l'entreprise reçoit un 'crédit carbone' qui lui permet de dépasser son quota d'émissions [voir l'affiche 5]. Les projets qui vendent des crédits carbone sont généralement mis en œuvre dans les pays du Sud.

Tout ce que l'entreprise (ou le pays) doit faire pour dépasser légalement les émissions auxquelles elle a droit, c'est acheter des 'permis de polluer' à une autre entreprise qui en a en excès, ou acheter des crédits carbone à un projet qui en vend.

En 2007, les gouvernements ont commencé à discuter de la façon d'inclure les forêts dans les marchés du carbone. De ces discussions est née l'idée de 'réduire les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts tropicales', que l'on désigne par un nouveau mot : **REDD, puis REDD+, puis REDD++...**

Selon l'Accord de Paris, à partir de 2020, les marchés du carbone [voir l'affiche 5] incluront aussi le système REDD+ et l'agriculture.

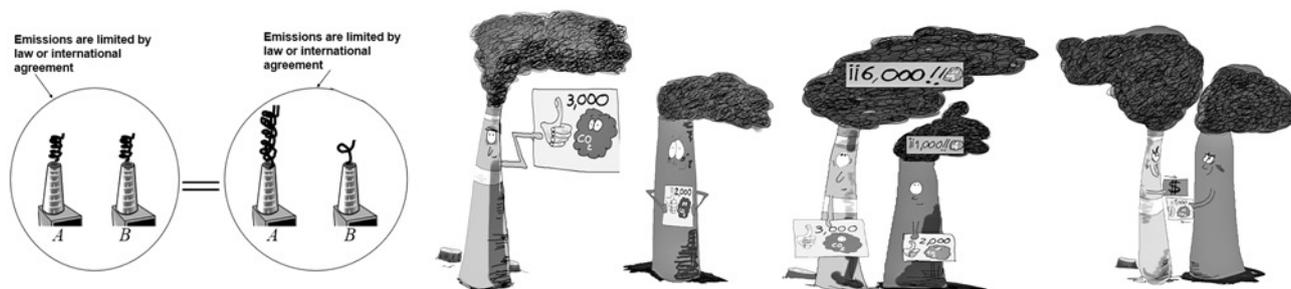


Qu'est-ce que le marché du carbone?

Le commerce des permis d'émission ⁴

Le marché du carbone est un système qui permet aux pollueurs d'émettre des gaz à effet de serre au-delà du quota qui leur a été alloué. Le Protocole de Kyoto a fixé des limites aux émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés. Pour respecter ces limites, chaque pays industrialisé doit réduire les émissions des divers secteurs de son économie. Pour certaines filières, comme celles des transports ou de l'agriculture, les gouvernements ont adopté une série de mesures qui visent à réduire les émissions: par exemple, des avantages fiscaux pour les petites voitures, les voitures électriques, de meilleurs transports publics, l'isolation des bâtiments, etc. Pour les sources importantes d'émissions comme les usines ou les raffineries, les papeteries, etc., certains gouvernements ont choisi un instrument différent: **une législation qui limite les émissions de chaque usine mais qui, en même temps, lui permet de dépasser cette limite si elle achète des permis d'émission supplémentaires. C'est ce qu'on appelle le marché du carbone.**

L'Union européenne, par exemple, a fixé des limites aux émissions de dioxyde de carbone d'environ 11000 usines et raffineries de pétrole de ses 26 États membres. Depuis 2005, ces usines doivent montrer chaque année qu'elles ont un permis d'émission pour chaque tonne de carbone qu'elles libèrent. Si elles ont épuisé les permis qu'elles avaient pour une année déterminée mais veulent continuer à polluer, elles peuvent acheter des permis additionnels à une autre usine qui n'a pas utilisé tous les permis qu'elle détenait. **Comment une usine peut-elle avoir plus de permis qu'il ne lui en faut ? En prévoyant que ces émissions seront plus importantes qu'elles ne le seront. Ainsi, elle recevra un nombre de permis qui correspond à ses prévisions et qui est supérieur à ses besoins, de sorte qu'il lui en restera un excédent qu'elle pourra garder pour le vendre à une autre usine qui aura épuisé son quota d'émissions.**

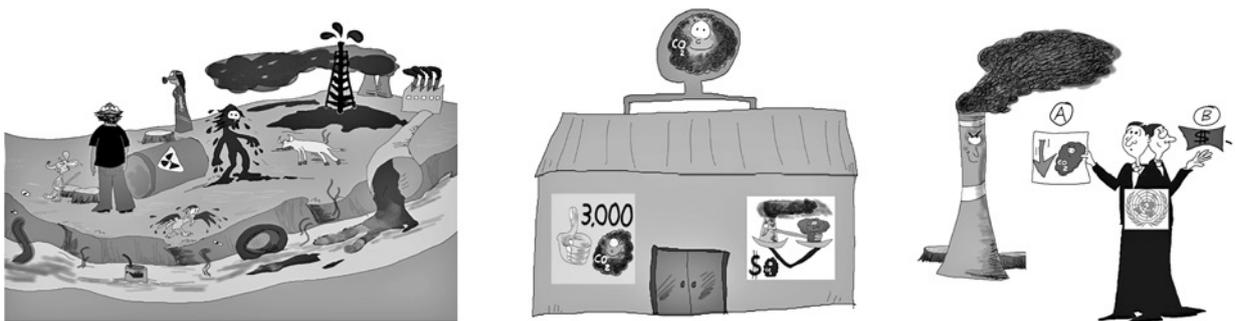


⁴ Pour la plupart des ateliers communautaires dans les pays du Sud, cette première partie est probablement moins importante que la partie suivante sur les crédits carbone. Pour davantage d'information sur le fonctionnement des permis d'émission, voir : [FERN \(2010\): Trading Carbon. How it works and why it's controversial, Chapter 2](#); [FERN \(2011\): Designed to fail? The concepts, practices and controversies behind carbon trading](#); [Carbon Trade Watch \(2012\): Green is the color of Money. The EU ETS failure as a model for the green economy](#).

Les entreprises et les gouvernements favorables au marché du carbone affirment que, grâce à cet échange de permis d'émission entre les entreprises polluantes, la limite légale fixée à l'ensemble des émissions est respectée : l'excès de pollution d'une usine est compensé par une autre qui pollue moins que prévu.

Ce type de marché du carbone est appelé 'cap & trade', ce qui équivaut en français à 'plafonnement et échange'. La législation qui plafonne les émissions des usines et des raffineries existe surtout dans les pays industrialisés où, depuis le Protocole de Kyoto, on a fixé des limites au volume de dioxyde de carbone que les grandes usines peuvent émettre. Ces usines peuvent en plus acheter des crédits carbone [voir plus loin], qui leur permettent, par d'autres moyens, de polluer au-delà des limites permises.

Ceux qui défendent le marché du carbone affirment que, du moment que les gaz à effet de serre se déplacent partout dans l'atmosphère, peu importe où sont effectuées les réductions : ce qui compte, c'est que les émissions diminuent ou ne dépassent pas une limite convenue. Ils disent aussi que les critiques devraient porter sur le fait que les limites fixées ne sont pas assez ambitieuses, plutôt que sur le système d'échange d'émissions. Pourtant, même si les limites étaient plus sévères, le marché du carbone resterait, pour les entreprises fortement polluantes (les entreprises pétrolières, gazières et minières, celles du ciment et des produits chimiques, etc.) un moyen de continuer à polluer. Elles peuvent même accroître leur production et les profits qu'elles tirent de l'extraction et la consommation de combustibles fossiles, parce que le marché du carbone leur donne la possibilité d'acheter des permis de polluer supplémentaires à d'autres entreprises qui ont des permis en trop. Et elles peuvent aussi acheter des crédits carbone à un projet qui est censé éviter des émissions qui, sans lui, auraient été produites [voir plus loin]. Ces crédits carbone sont donc un moyen supplémentaire de dépasser les limites d'émission légales.



En outre, les communautés qui habitent près d'une usine polluante, d'une raffinerie de pétrole ou d'une usine chimique, savent très bien que le lieu où se produisent les émissions et celui où on les réduit **ne sont pas indifférents**, parce que les usines ne libèrent pas seulement des gaz à effet de serre, elles produisent aussi bien d'autres polluants. Par conséquent, un accord international ou national qui permet à une entreprise de libérer davantage de dioxyde de carbone implique non seulement qu'elle va libérer davantage de ce gaz mais aussi qu'elle va produire aussi davantage de polluants d'autres sortes, et qu'elle aura davantage d'effets négatifs sur la communauté installée à proximité de l'usine.

La mise en œuvre de ce type d'échange de permis d'émission entre des entreprises pose aussi beaucoup de problèmes. Dans le 'Système communautaire d'échange de quotas d'émission' (EU ETS en anglais), non seulement les entreprises mais aussi les spéculateurs (les sociétés du secteur financier, auxquelles n'était pas applicable la législation qui limitait les émissions) pouvaient acheter et vendre des permis d'émission et des crédits carbone. Ces sociétés étaient très nombreuses au moment de la création du marché du carbone européen. Les autorités fiscales européennes ont perdu près de six milliards d'euros lorsque des fraudeurs de ces sociétés financières se sont dépêchés d'échanger des permis entre des entreprises de pays de l'UE qui avaient des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) de valeurs différentes ; ils ont collecté la TVA sur la vente des permis et sont disparus ensuite, sans la reverser aux services fiscaux.

Certains gros pollueurs de l'UE ont fait des bénéfices très considérables grâce à l'EU ETS. Des sociétés comme Lafarge (matériaux de construction) ou ArcelorMittal et ThyssenKrupp (sidérurgies) ont reçu au début de l'année davantage de permis qu'il ne leur en fallait, parce qu'elles avaient enflé ou surestimé le volume de dioxyde de carbone que leurs usines allaient libérer les années suivantes. Elles n'ont pas dû payer pour les permis reçus pour couvrir leurs émissions de l'année et remettre ensuite à l'agence gouvernementale correspondante, à la fin de l'année, un permis pour chaque tonne de dioxyde de carbone émise. Elles ont obtenu de ne pas payer pour ces permis sous prétexte de concurrence déloyale : puisque leurs concurrents non européens n'étaient pas obligés de couvrir leurs émissions avec des permis, elles ont affirmé qu'elles seraient désavantagées si elles devaient le faire. **Seulement celles qui excédaient leurs quotas devaient acheter des permis supplémentaires pour couvrir leurs émissions additionnelles. Les entreprises qui n'avaient pas eu besoin de tous leurs permis pouvaient vendre ceux qui leur restaient, même si elles les avaient reçus gratuitement. Ainsi, le système européen d'échange de quotas d'émission a transformé le principe du pollueur-payeur en un système où les plus grands pollueurs sont payés. La société française Lafarge, par exemple, a accumulé des permis non utilisés pour une valeur d'environ 485 millions d'euros entre 2010 et 2014.** Même une usine de Lafarge qui a été fermée en cours d'année mais qui avait reçu des permis parce que la société avait dit qu'elle continuerait à produire pendant toute l'année, peut vendre ses permis à d'autres usines polluantes qui cherchent à obtenir des permis supplémentaires. Les sidérurgies d'ArcelorMittal en Allemagne ont reçu presque 20 millions de permis d'émission en trop entre 2008 et 2011. Donc, même en estimant le prix du permis très bas (4-5 €), ArcelorMittal pourrait encaisser entre 80 et 100 millions d'euros en vendant les permis non utilisés que ses usines allemandes ont reçus pour rien. Pendant la même période, la société allemande ThyssenKrupp a accumulé presque 9 millions de permis excédentaires.

Commentaire à part :

L'objectif de réduction des émissions de 5 pour cent fixé par le Protocole de Kyoto a donné lieu à de nombreuses critiques parce qu'il était trop faible, et vraiment il l'était. Beaucoup ont commenté également que le **Protocole de Kyoto** ne fixait pas de limites aux émissions des pays du Sud parce que d'autres pays, comme l'UE, le Japon, les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Russie, devaient commencer par réduire les leurs, étant donné que c'étaient eux qui avaient produit le plus d'émissions au cours de l'histoire. **Cependant, ce qu'il aurait fallu vraiment critiquer c'est que les pays industrialisés, tout en s'engageant à réduire un petit peu leurs émissions, s'étaient octroyé en revanche des permis d'émission gratuits qui couvraient 95 pour cent de leurs émissions et qui leur permettaient de continuer à polluer l'atmosphère. Pourquoi n'ont-ils pas eu à les payer ? ils polluent, et leurs émissions sont nuisibles à leurs propres populations mais aussi à celles d'autres pays ; alors, pourquoi n'ont-**

ils pas payé pour le droit de continuer à polluer que les permis du Protocole de Kyoto leur donnaient? Tout comme les entreprises soumises au système d'échange de quotas d'émissions de l'UE, les pays qui avaient bien négocié pendant les pourparlers du Protocole de Kyoto et qui avaient reçu plus de permis qu'il ne leur en fallait pouvaient vendre les permis qu'ils avaient en trop à d'autres pays industrialisés qui voulaient réduire leurs émissions de moins de 5%. Ou bien, ils pouvaient donner à leurs entreprises polluées davantage de permis qu'il ne leur en fallait, et ces entreprises pouvaient ensuite vendre, à leur profit, ces permis qu'elles avaient reçus gratuitement.

Le Protocole de Kyoto ne fixait pas de limite aux émissions des pays du Sud, mais il ne leur donnait pas non plus de permis d'émission gratuits, parce que ces pays n'avaient pas à réduire leurs émissions. Seuls les pays auxquels on avait fixé des limites devaient montrer que chacune de leurs émissions était couverte par un permis à la fin de l'année ; par conséquent, ils étaient les seuls à recevoir des permis pour couvrir les émissions qu'ils avaient maintenant le droit de produire. Ainsi, avec l'introduction du marché du carbone dans le Protocole de Kyoto, **seuls les pays industrialisés ont reçu (d'eux-mêmes) ce nouvel atout, sans même avoir à le payer : une valeur économique – représentée par ces nouveaux permis d'émission commercialisables – a été créée à partir de rien** (ou, plus précisément, à partir de la nationalisation d'abord, et de la privatisation ensuite, du droit de déverser du dioxyde de carbone dans l'atmosphère). **Et plus un pays avait produit d'émissions de gaz à effet de serre, plus il recevait de permis d'émission en cadeau!**

Le marché du carbone ne fait pas que les pollueurs paient, il fait que les pollueurs soient payés!

Le marché des crédits carbone ⁵

Les crédits carbone sont un autre type de permis à polluer que les entreprises peuvent acheter pour dépasser la limite qui a été fixée à leurs émissions. Tous les systèmes existants de commercialisation de carbone acceptent aussi bien les permis d'émission que les crédits carbone.

Les crédits carbone sont aussi l'aspect du marché du carbone dont les communautés des forêts tropicales ont le plus entendu parler, parce que la plupart des projets qui vendent ces crédits sont situés dans les pays du Sud. La section suivante explique d'où vient l'idée des **crédits carbone** et quels sont les types de projet qui les vendent. L'affiche 6 porte sur le mode de calcul qu'appliquent ces projets pour savoir combien de crédits carbone ils peuvent vendre.



⁵ Pour davantage d'information sur le fonctionnement du marché des crédits carbone, voir : [Carbon Trade Watch \(2009\): Carbon Trading - How it works and why it fails](#); [FERN \(2010\): Trading Carbon. How it works and why it's controversial, Chapter 3](#); [FERN \(2011\): Designed to fail? The concepts, practices and controversies behind carbon trading](#).

Si une entreprise d'un pays industrialisé épuise ses permis à polluer, ou si d'autres entreprises ne vendent pas les leurs à des prix attrayants, le marché du carbone lui offre une autre possibilité de polluer au-delà de la limite permise : les crédits carbone. Quand le Protocole de Kyoto a été négocié, les pays industrialisés, et surtout les États-Unis et les groupes de pression des entreprises états-uniennes, ont insisté pour que, en plus de l'échange de permis, les entreprises jouissent de davantage de 'flexibilité' pour atteindre leurs objectifs de réduction des émissions. Tel est le but des crédits carbone. **Le système des 'crédits compensatoires' du Protocole de Kyoto, dénommé Mécanisme de développement propre, a pour but de donner aux entreprises une possibilité supplémentaire de ne pas réduire leurs émissions.** Les États-Unis ont fini par ne pas signer le Protocole de Kyoto, mais le système de 'crédits compensatoires' y est resté.

Beaucoup de projets entrepris dans les pays du Sud – surtout en Chine, en Inde, en Corée du Sud et au Brésil – ont vendu des crédits carbone à des entreprises des pays industrialisés par le biais du **"Mécanisme de développement propre" (MDP)** En regardant la liste de ces projets, on constate **qu'en dépit de leur nom, les crédits du Mécanisme de développement propre n'ont pas été propres, et que ces projets n'ont pas contribué au développement des communautés des pays du Sud.** Beaucoup de grands projets hydroélectriques ont vendu des crédits carbone, en affirmant que l'énergie qu'ils produisaient était propre. Un de ces projets est le barrage de Barro Blanco au Panama, pour lequel les peuples autochtones risquent d'être expulsés et qui a causé bien d'autres conflits. Malgré cela, le propriétaire du barrage pouvait obtenir des bénéfices supplémentaires en vendant des crédits carbone du projet qui avait été accepté comme projet MDP. Cependant, en 2017 ce projet a été le premier à disparaître de la liste des projets MDP, à cause des conflits permanents qu'il a suscités.



Des producteurs de fer et d'acier du Brésil et de l'Inde ont eux aussi vendu de nombreux crédits MDP. Les sociétés Vallourec et Plantar, par exemple, ont vendu des crédits carbone en affirmant que le charbon de bois qu'elles brûlent dans leurs usines pour produire de la fonte, de l'acier ou des pneus, libère moins de dioxyde de carbone que le charbon minéral. Mais elles oublient de mentionner que le charbon de bois provient de leurs plantations industrielles d'eucalyptus, qui causent une véritable destruction environnementale. Vallourec a pu continuer de vendre des crédits carbone même après qu'un de ses gardes de sécurité a tué un paysan qui traversait les plantations d'eucalyptus de l'entreprise.

Parmi les plus gros acheteurs de crédits carbone figurent des entreprises énergétiques, comme la RWE d'Allemagne ou la Vattenfall de Suède. Les deux brûlent une grande quantité de lignite, la variété de charbon minéral la plus polluante. La RWE a participé à plus de 100 projets MDP, d'hydroélectricité, de biomasse et d'énergie éolienne. Plus de la moitié de ces projets sont en Chine. Les crédits carbone de ces projets MDP, joints à des crédits supplémentaires achetés à d'autres projets MDP, lui ont permis de couvrir 15 % des émissions qu'elle produit dans l'UE.

Comme le MDP permet aux entreprises qui opèrent ces usines polluantes dans les pays du Sud d'accroître leurs bénéfices, leurs projets MDP apportent aux communautés de ces pays la même destruction qui menace leur subsistance depuis des décennies. Et souvent, les entreprises qui s'emparent des terres communautaires se servent de l'argument que leurs projets sont importants pour lutter contre le changement climatique. **La grande majorité des projets MDP appartiennent à des sociétés ou à des investisseurs financiers. En tant que propriétaires, ce sont eux qui moissonnent les bénéfices de la vente des crédits carbone et non les communautés qui, le plus souvent, n'obtiennent que des restrictions à l'utilisation de leur terre.** Donc, pour les communautés, point de 'développement', propre ou non.



Le MDP n'accepte pas de projets forestiers ou REDD+, mais les propriétaires de plantations d'arbres peuvent vendre des crédits carbone, par exemple lorsqu'un haut-fourneau brûle du charbon de bois au lieu de brûler du charbon minéral, comme dans les cas de Plantar et de Vallourec au Brésil.



Cependant, il existe un marché du carbone qui accepte des crédits carbone des projets REDD+ : c'est le '**marché volontaire du carbone**', où les entreprises achètent des crédits carbone pour des raisons de relations publiques, et non parce qu'elles doivent respecter une limite de leurs émissions. **La société Walt Disney, ou Microsoft, ou la FIFA, se servent des crédits REDD+ du marché volontaire pour affirmer par exemple que la Coupe du Monde de football a été 'neutre en carbone', bien que des milliers de personnes aient pris l'avion pour aller voir les matchs. Les compagnies aériennes sont aussi de gros acheteurs de crédits carbone.**

Leur industrie est une des sources de dioxyde de carbone qui croissent le plus vite, et il y a eu des pressions pour qu'elle réduise ses émissions. Mais cette industrie ayant du mal à diminuer ses émissions, elle a proposé qu'on lui permette de continuer à se développer – augmentant ainsi non seulement ses émissions de gaz à effet de serre mais toutes les autres formes de pollution associées aux transports aériens – et que cette croissance puisse être considérée comme 'neutre en carbone', puisque les entreprises vont acheter des crédits carbone pour 'neutraliser' leurs émissions. Certaines d'entre elles, comme Air France, participent déjà à des projets REDD+. Ceux qui vendent des crédits carbone dans ces marchés volontaires affirment que leurs projets sont avantageux pour les communautés.

Q: Quelles différences y a-t-il entre ceci et ce qu'on a raconté à votre communauté à propos des 'crédits carbone' ?

Il est rare que les consultants qui se rendent chez les communautés pour présenter des projets leur disent que les crédits carbone permettront aux grandes entreprises des pays industrialisés à continuer de brûler des combustibles fossiles. Il est rare aussi qu'ils mentionnent que ces projets permettent l'expansion, aussi bien dans les pays du Nord que dans ceux du Sud, des industries extractives et polluantes. Industries qui, en plus d'émettre d'énormes volumes de gaz à effet de serre, apportent la violence et la destruction environnementale aux communautés dont elles vont détruire les territoires. Les consultants ne disent pas non plus que, dans le monde entier, **beaucoup de projets de crédits carbone ont causé des conflits avec les communautés auxquelles on avait promis des bénéfices de toutes sortes mais qui, en revanche, ont été privées de leurs terres.** Au lieu de mentionner que la grande majorité de ces projets est contrôlée par des investisseurs financiers et de grandes entreprises, et qu'il s'agit le plus souvent de grands barrages hydroélectriques, d'usines polluantes, de plantations d'arbres, de parcs éoliens et ainsi de suite, les consultants parleront plutôt de cuisinières et de filtres à eau qui vont améliorer la vie des membres de la communauté.

Les consultants du MDP et ceux du système REDD utilisent des arguments semblables.



Plutôt que de dire que les projets de crédits carbone font partie de la tendance à continuer de brûler du carbone fossile et à prolonger la destruction environnementale et sociale, on les présente comme quelque chose d'important pour protéger le climat, et comme une source d'emplois et d'avantages pour la société. Un consultant ou un agent du gouvernement vont expliquer qu'ils ont un projet ou programme qui peut aider la communauté à réduire ses émissions et que, de cette façon, la communauté contribuera à protéger le climat. Il s'agira peut-être d'un projet qui offre des cuisinières moins polluantes ou des digesteurs qui transforment les bouses de vache en gaz pour faire la cuisine, ou d'un projet qui offre des filtres à eau pour qu'on consomme moins de bois à faire bouillir l'eau pour pouvoir la boire [voir affiche 7].

Comme nous l'avons dit plus haut, les consultants vont souvent oublier de mentionner qui va acheter ces crédits carbone : les grandes entreprises des pays industrialisés, qui pourront, grâce à ces crédits, continuer à émettre non seulement du dioxyde de carbone mais d'autres polluants qui empoisonnent les alentours de leurs usines et qui sont nuisibles pour ceux qui vivent à proximité.

Note: Le marché des crédits carbone a servi de modèle à des gouvernements (surtout des pays du Sud) et à des agences internationales comme la Société financière internationale de la Banque mondiale (qui finance des projets privés) pour modifier leurs lois et leurs réglementations environnementales. De plus en plus ces réglementations incluent maintenant la possibilité que les entreprises achètent des 'crédits compensatoires' si elles polluent ou détruisent davantage de biodiversité que prévu par la loi.

Au Brésil, par exemple, le Code forestier de 2012 permet aux propriétaires terriens d'acheter des 'crédits de restauration forestière' à la 'Bolsa Verde Rio', la Bourse verte de Rio. En achetant ces crédits, ils n'ont plus à restaurer la forêt qu'ils ont illégalement détruite sur leur terre, et peuvent continuer à profiter de cette destruction illégale tout en affirmant qu'ils maintiennent la 'réserve écologique' que la loi exige.



Comment savoir combien de crédits carbone peut vendre un projet?

Ce qui fait que les crédits carbone soient une mauvaise affaire du point de vue du climat, c'est qu'ils ne réduisent pas les émissions. Ils se bornent à les déplacer d'un endroit à un autre: en évitant de libérer une tonne de dioxyde de carbone à un endroit, on justifie la libération d'une tonne de dioxyde de carbone ailleurs. Et ce qui rend la chose encore plus grave, c'est que personne ne peut affirmer avec certitude que l'émission que le projet dit avoir évitée aurait eu lieu, ou qu'elle n'aurait pas pu être évitée quand même sans le projet. Dans le cas où elle n'aurait pas eu lieu, comme dans le cas où elle aurait pu être évitée sans le projet, celui-ci n'aurait effectué aucune réduction, et le résultat de la vente de crédits carbone qui sont censés équivaloir à une réduction des émissions due uniquement à l'existence du projet n'est qu'une augmentation des émissions dans l'atmosphère.

En Chine, au Panama ou au Guatemala par exemple, il y a des entreprises qui produisent de l'énergie hydroélectrique qui affirment qu'elles n'auraient pas construit les barrages sans savoir qu'elles pourraient vendre des crédits carbone, alors que les barrages étaient déjà à demi construits quand elles ont demandé au MDP d'enregistrer le projet pour qu'il puisse vendre des crédits carbone. Certaines entreprises de plantation qui produisent du charbon de bois pour l'industrie de la fonte brute affirment qu'elles n'auraient pas replanté leurs eucalyptus si elles n'avaient pas eu la possibilité de vendre des crédits carbone, alors que la production de charbon à partir des plantations industrielles d'eucalyptus est une de leurs activités principales.

Les calculs que font les projets de carbone pour montrer qu'ils réduisent véritablement les émissions sont époustouffants. Ces calculs ne sont jamais faits par les membres des communautés mais par des consultants extérieurs, et les communautés n'ont aucun contrôle sur ce qu'on met dans ces formules mathématiques.

$$EG_y = MIN \left[\frac{EG_{total,y} - EG_{baseline,y}}{3} \right] \text{ (MWh)}$$

$$EF_{OM, simple\ adjusted,y} = (1 - \lambda_y) \frac{\sum_{i,l} F_{i,l,y} \cdot COEF_{i,l}}{\sum_l GEN_{l,y}} + \lambda_y \frac{\sum_{i,k} F_{i,k,y} \cdot COEF_{i,k}}{\sum_k GEN_{k,y}} \text{ (tCO}_2\text{/GWh)}$$

$$EF_{BM} = \frac{\sum_{i,m} F_{i,m,y} \cdot COEF_{i,m}}{\sum_m GEN_{m,y}} \text{ (tCO}_2\text{/GWh)}$$

$$EF_{electricity} = \frac{EF_{OM} + EF_{BM}}{2} \text{ (tCO}_2\text{/GWh)}$$

$$BE_{baseline,y} = EF_{electricity} \cdot EG_y$$

EG_y é a quantidade líquida de eletricidade gerada pela unidade de cogeração remanescente da atividade de projeto (adicional à geração da linha de base) durante o ano y em MWh;
 $EG_{total,y}$ é a quantidade de energia elétrica gerada para a rede, em todas as unidades de cogeração baseadas no mesmo tipo de biomassa, no local de projeto, incluindo a nova unidade de energia instalada como parte da atividade de projeto e qualquer unidade já existente durante o ano y em MWh;
 $EG_{baseline,y}$ é a quantidade de energia elétrica gerada para a rede durante os três primeiros anos da existência da nova planta de energia, em MWh;
 $EG_{new\ project,y}$ é a quantidade de energia elétrica gerada para a rede na nova unidade de cogeração que está instalada como uma parte da atividade de projeto;
 $F_{i(l/m),y}$ é a quantidade de combustível i (em unidades de volume ou massa) consumida por fontes j de energia relevantes, no(s) ano(s) y ;
 j,m refere-se às fontes que entregam energia à rede; não inclui plantas de baixo custo e despacho obrigatório e inclui importações da rede;
 $COEF_{i(l/m),y}$ é o coeficiente de emissão de CO₂ do combustível i (tCO₂/unidade de massa ou volume do combustível), levando em conta o conteúdo de carbono do combustível usado pelas fontes j relevantes de energia (ou m) e o percentual de oxidação do combustível em ano(s) y ;
 $GEN_{l(m),y}$ é a eletricidade (em MWh) entregue à rede pela fonte j (ou m)
 $BE_{baseline,y}$ são as emissões (em toneladas de CO₂) da linha de base devido aos desvios da eletricidade durante o ano y
 $EF_{baseline,y}$ é o fator de emissão de CO₂ da linha de base para energia elétrica

Ces formules sont peut-être le signe le plus visible que les discussions internationales, si elles comptent sur des systèmes de calcul de ce genre pour (essayer de) résoudre le problème du climat, ne peuvent être que réductionnistes et problématiques.

Premièrement, ces calculs montrent que le problème du climat a été réduit à un exercice de comptabilité. Ainsi, on a réussi à éviter de parler de tous les autres dégâts que les grandes entreprises les plus responsables du changement climatique, avec l'industrie pétrolière en tête, sont en train de causer, et de l'influence politique qu'elles exercent sur les négociations de l'ONU. Grâce à cette influence, les négociateurs parlent de tout sauf de la seule chose qui est nécessaire pour résoudre le problème du climat : laisser le pétrole et le charbon sous terre, pour que le carbone fossile y reste enfermé.

Deuxièmement, ces calculs donnent l'impression qu'il est possible de savoir exactement combien de dioxyde de carbone aurait été libéré par les activités qui n'ont pas eu lieu parce que le projet de crédits carbone a été mis en œuvre à leur place. Cela paraît fou, mais tous les projets qui vendent des crédits carbone affirment qu'ils savent ce qui se serait passé si le projet n'avait pas existé.



En fait, le projet a besoin d'affirmer qu'il est possible de savoir combien de tonnes de dioxyde de carbone auraient été libérées dans l'atmosphère sans lui, parce que cette donnée (inconnaisable) est la base sur laquelle les consultants engagés par les propriétaires du projet vont calculer le nombre de crédits carbone qui pourront être vendus.

Q: Pourquoi y a-t-il tant de consultants qui viennent visiter le projet de 'compensation' ?

La prétention contradictoire de connaître l'inconnaisable est à l'origine de chaque crédit carbone vendu, indépendamment des effets bénéfiques ou nuisibles que le projet puisse avoir pour la population. Le projet doit prétendre savoir combien de tonnes de dioxyde de carbone auraient été libérées dans l'atmosphère s'il n'avait pas existé. Cette information est préparée par des consultants, et non par des membres de la communauté. Ces consultants rédigent des rapports de beaucoup de pages (généralement en anglais) où ils expliquent par le menu, avec des formules mathématiques très complexes à l'appui, exactement combien de tonnes de dioxyde de carbone auraient été libérées dans l'atmosphère **sans** le projet.

Une fois que le projet a démarré, d'autres consultants ou des représentants du projet viennent mesurer combien de carbone est libéré maintenant que le projet est en route (les gens sont-ils en train d'utiliser leurs nouvelles cuisinières ou les filtres à eau ? Les familles continuent-elles à brûler du bois à côté ? Combien ? Les éoliennes ou le barrage hydroélectrique ou les digesteurs fonctionnent-ils comme le disent les rapports ? Etc.).

Après cette visite, les consultants font un deuxième calcul. Ce calcul détermine combien de dioxyde de carbone est libéré avec le projet. La différence entre les émissions qui auraient eu lieu sans le projet et celles qui se produisent avec le projet donne les émissions que le projet a évitées et qui, sans le projet, auraient fini dans l'atmosphère.

Avant que le projet puisse vendre, sous la forme de crédits carbone, ces émissions évitées, un nouveau groupe de consultants d'une société de certification ou d'audit, viendra vérifier que les chiffres présentés par les consultants précédents étaient corrects. Ils certifieront ensuite que X émissions ont effectivement été évitées. Le projet recevra donc X crédits carbone qui pourront être vendus et qui représentent des 'émissions qui n'ont été évitées que grâce à ce projet'.

Ces crédits carbone – qui représentent les émissions économisées grâce au projet – permettront à quelqu'un, quelque part, de libérer davantage de dioxyde de carbone tout en affirmant que ces émissions supplémentaires n'auront pas d'incidence sur le changement climatique parce que quelqu'un d'autre, quelque part, en aura évité autant. Tout compte fait, disent les acheteurs des crédits carbone, les émissions n'auront pas augmenté parce que les économies d'émission additionnelles faites par le vendeur des crédits auront annulé les émissions additionnelles de l'acheteur. Ils appellent cela **émission nette nulle**.

Mais 'émission nette nulle' et 'émission nulle' ne signifient pas la même chose. Et surtout, que l'émission nette soit nulle ne signifie pas que les émissions aient diminué.

N'oublions pas, d'ailleurs, que **tous ces consultants doivent être payés, le plus souvent en devise forte. C'est pourquoi les frais généraux des projets carbone sont très élevés. En plus, ces frais sont habituellement payés avant que les communautés ne reçoivent leur part d'un éventuel bénéfice.**



Cependant, et malgré toutes ces étapes de comptabilisation, mesurage, audit et vérification, le calcul des crédits carbone dépend du fait qu'un consultant puisse savoir exactement combien de tonnes de dioxyde de carbone auraient été émises sans le projet, et qu'un autre consultant puisse vérifier que ce chiffre hypothétique est correct. C'est l'affirmation que les consultants sont capables de vérifier la correction d'un chiffre hypothétique qui rend si compliqué d'expliquer les crédits carbone : la prédiction du volume exact des émissions futures qui n'ont pas eu lieu est couverte de couches superposées de langage technique et de formules mathématiques déroutantes.

Comme il est impossible de dire quelle est la différence entre ce qui est 'additionnel' et ce qui ne l'est pas, de nombreuses émissions évitées qui auraient été évitées de toute façon sont vendues comme des émissions évitées additionnelles. Devenues des crédits carbone, elles donnent à l'acheteur le droit de produire des émissions supplémentaires, bien que ces crédits carbone ne soient pas garantis par une réduction supplémentaire des émissions.

Commentaire à part : En raison du mode de calcul des crédits carbone, plus les prévisions de ce qui aurait pu se passer seront noires, plus le projet pourra vendre de crédits carbone. De ce fait, des projets d'envergure, comme un barrage hydroélectrique, ou un parc éolien, ou une grande industrie qui dit avoir remplacé le charbon minéral en tant que source d'énergie, peuvent affirmer qu'ils ont évité davantage d'émissions de gaz à effet de serre qu'un projet de 'compensation' qui a consisté à introduire des filtres à eau ou des cuisinières non polluantes dans un village. Le résultat : davantage de crédits de carbone à vendre et davantage d'argent à gagner sur le marché du carbone, parce que pour chaque tonne de dioxyde de carbone que le projet aura évité d'émettre il pourra vendre un crédit carbone.

Le marché des crédits carbone rend possible d'émettre davantage de CO₂ sans garantir l'existence d'une réduction additionnelle vérifiable.

Qu'est-ce que REDD+ ? Pourquoi REDD+ met-il en danger l'usage de la forêt que font les peuples forestiers ?

REDD est l'abréviation de 'réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts'. Il est devenu REDD+ quand la conservation des forêts, la soi-disant gestion durable des forêts et la plantation d'arbres ont été ajoutées à la liste des activités qui peuvent générer des crédits carbone.

Q: *Comment vous ou votre communauté avez appris l'existence de REDD+ ?
Comment vous a-t-on expliqué le système REDD+ ?*

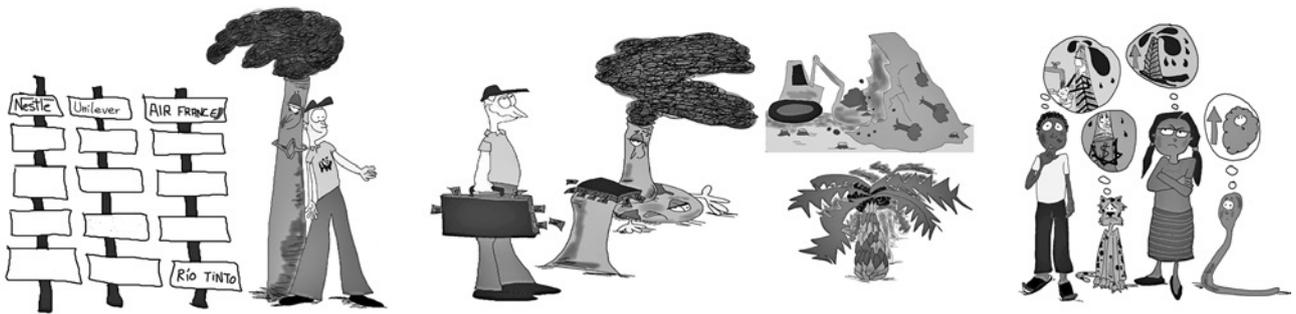
En général, les consultants ou les agences gouvernementales qui viennent parler de REDD+ aux communautés présentent ce système comme un "**projet de conservation**" ou comme un projet qui 'aidera la communauté à protéger les forêts qui sont importantes pour le climat' parce qu'elles emmagasinent beaucoup de carbone. **On leur dit que, si on coupe la forêt, le carbone est libéré et cela contribue à dérégler le climat. Plus tard, les consultants expliqueront que les agriculteurs paysans ou les peuples des forêts devront arrêter de faire ceci et cela, qu'on apportera des restrictions à la chasse, la pêche, la culture itinérante, la coupe de bois pour construire une maison ou un canoë... bref, que la communauté ne pourra plus utiliser la forêt comme elle le fait** parce que, du point de vue du projet REDD+, cela mettrait le climat en danger.



Sans le dire explicitement, les consultants vont parler comme si les paysans et les habitants des forêts étaient responsables de la destruction des forêts. En revanche, ils ne vont pas dire grand-chose des grandes entreprises qui sont responsables du déboisement à grande échelle et qui, ce faisant, violent les droits coutumiers des peuples forestiers et des communautés paysannes.

Il faut signaler aussi que, **bien que de nombreux projets REDD+ soient présentés comme des 'projets communautaires' dans leur documentation et dans les conférences internationales, il est très rare qu'ils aient été entrepris par une communauté qui vit dans et avec la forêt.** Très souvent ils deviennent une menace pour la communauté parce que, pour vendre des crédits carbone, il faut prouver qu'on est propriétaire de la forêt. Ainsi, les nombreux conflits fonciers déjà existants (qui est le propriétaire légitime de la terre, qui détient le droit de l'exploiter ?) sont exacerbés par le système REDD+. Celui-ci peut aussi être la cause de nouveaux conflits parce que, bien que la demande de crédits carbone ne soit pas vraiment grande, les discussions à ce sujet sont déjà en train de faire monter le prix de la terre et d'accroître l'intérêt des gens de l'extérieur à acheter des terres qui pourraient servir à mettre en œuvre des projets REDD+.

Ce que les consultants n'auront pas bien expliqué ou même mentionné, c'est que le système **REDD+ ne concerne pas vraiment les forêts, il ne concerne même pas le carbone des forêts**. Ce qu'il a en vue, c'est le carbone **fossile** (celui qui est contenu dans le pétrole et le charbon), et les industries et les économies pour lesquelles ce carbone fossile est le moteur qui les fait tourner. Ces industries et ces économies ont besoin du carbone des forêts communautaires pour pouvoir continuer à brûler des combustibles fossiles tout en disant que les émissions qui en découlent ne sont pas dangereuses pour le climat, parce que, quelque part, une communauté a accepté d'éviter que le carbone d'une forêt soit libéré en évitant que cette forêt soit coupée. Ainsi, les entreprises peuvent continuer à brûler des combustibles fossiles et à gagner de l'argent comme toujours, l'industrie aéronautique peut continuer à croître et affirmer que cette croissance ne porte pas atteinte au climat, mais les communautés forestières doivent arrêter d'utiliser la forêt comme elles l'ont toujours fait.



Q: Quels sont les 'avantages' et les 'possibilités d'emploi' que le consultant REDD+ a mentionnés ?

D'habitude, les représentants du projet REDD+ qui viennent rendre visite à une communauté lui font pas mal de promesses : écoles, hôpitaux, nouvelles activités génératrices de revenus, paiements, etc. Deux types d'emplois sont promis presque toujours ; ils figurent parmi les rares choses qui se concrétisent, mais ils sont très problématiques.

Beaucoup de projets REDD+ embauchent des membres de la communauté en tant que 'gardes forestiers'. Ces personnes doivent dire au propriétaire du projet si les autres membres de la communauté sont en train de respecter les normes qui interdisent la plupart des activités communautaires dans la forêt. Ces emplois ont causé de nombreux conflits au sein des communautés, entre autres choses parce que les plus touchés par ces restrictions ne sont pas ceux qui reçoivent le plus de paiements issus du projet (au cas où il y en aurait, ce qui n'est pas souvent le cas).



Un autre travail, généralement temporaire, consiste à aider à mesurer le carbone de la forêt. Quand le système REDD+ est appliqué non pas à un projet mais à un programme qui embrasse une large région administrative, comme une province ou un district, le mesurage du carbone implique parfois de dresser la carte des zones utilisées ou de celles où le risque de déboisement illégal est fort, par exemple à l'intérieur des territoires indigènes démarqués. Ces cartes peuvent être utilisées ensuite par le gouvernement pour montrer qu'il prend des mesures pour réduire le déboisement.

Q: Pourquoi ces deux types d'emploi sont-ils importants pour les projets REDD+ ?

Cela vient de la manière dont les crédits carbone sont créés, de ce qu'ils sont, et des droits qu'ils confèrent à leur acheteur [voir aussi l'affiche 6].

Pour qu'un projet REDD+ puisse vendre des crédits carbone, son propriétaire doit calculer combien de carbone a été 'économisé', ou, plus précisément, combien de tonnes de dioxyde de carbone n'ont pas été émises du fait que le projet REDD+ a évité que la forêt soit détruite. Ce sont les calculs qui figurent dans l'affiche 6, où nous expliquons aussi qu'ils réduisent le problème du climat à une question de comptabilisation du dioxyde de carbone. Appliqués aux projets REDD+, ils réduisent le caractère unique, la vie débordante et la diversité d'une forêt à une collection d'arbres qui accumulent du carbone.

Pour faire ces calculs, les consultants du projet REDD+ ont besoin de savoir combien de dioxyde de carbone **aurait été libéré si le projet REDD+ n'avait pas eu lieu**. Ensuite, ils comparent ce chiffre à celui du carbone qui est stocké dans la forêt maintenant que le projet REDD+ est en place. En fait, il est impossible de mesurer exactement combien de carbone contient une forêt, d'une part parce que cela change tout le temps, et d'autre part parce que le projet ne mesure pas le carbone de tous les arbres, il fait plutôt des suppositions discutables sur le volume de carbone de l'ensemble de la forêt. Néanmoins, c'est pour ces calculs que le projet embauche souvent des membres de la communauté, pour mesurer le carbone de quelques arbres et estimer ensuite le total du carbone emmagasiné dans la forêt qui fait partie du projet REDD+. La différence entre les deux chiffres représente les émissions de carbone évitées, et pour chaque tonne de dioxyde de carbone ainsi économisée (qui reste stockée dans la forêt) le projet peut vendre un crédit carbone. Et pour chaque crédit carbone, quelqu'un pourra déclarer que les émissions de dioxyde de carbone qu'il produit ailleurs ne portent pas atteinte au climat.



Q: Mais... comment les consultants du projet REDD+ savent-ils que, sans le projet REDD+, la forêt aurait été détruite, et combien de tonnes de dioxyde de carbone auraient été libérées dans l'atmosphère à cause de cela ?

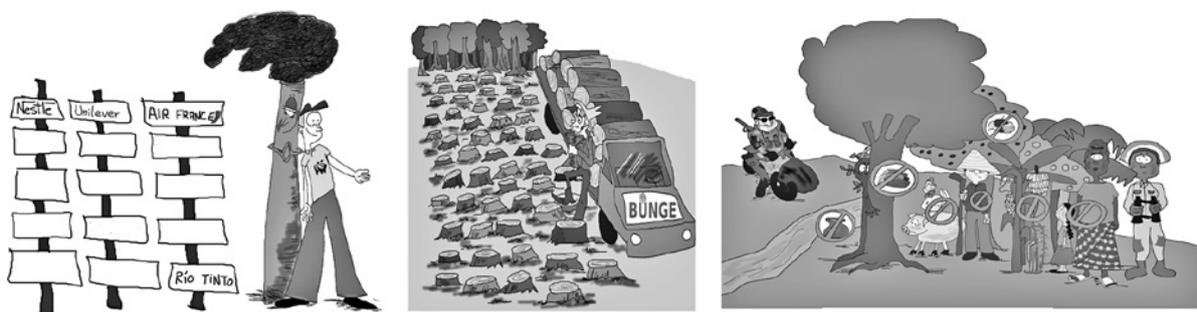
Ils ne le savent pas ! Et probablement la forêt ne serait pas détruite si les droits de la communauté à son territoire étaient respectés. Mais... comme il s'agit de 'compenser' [voir aussi l'affiche 6], **il faut raconter que la forêt risquait d'être détruite et qu'elle a été sauvée par le projet REDD+.** Si la forêt n'avait pas été en danger, le risque que sa destruction libère du dioxyde de carbone dans l'atmosphère n'aurait pas existé et, par conséquent, on ne pourrait pas dire que, grâce au projet REDD+, ce carbone a été 'économisé'. Or, si le projet ne peut pas montrer qu'il a contribué à maintenir le carbone dans les arbres, il n'aura pas de crédits carbone à vendre,

parce que les crédits carbone n'ont pas d'existence réelle: ils représentent le carbone qui aurait pu être libéré dans l'atmosphère mais qui est resté dans la forêt grâce à l'intervention du projet REDD+.

Q: Mais alors, comment se fait-il que REDD+ paie les communautés forestières qui ont toujours protégé leur forêt et qui ne prévoyaient pas de la détruire parce qu'elle est leur source de subsistance, leur foyer et leur territoire ?

Pour que REDD+ puisse payer les communautés qui ont toujours préservé leur forêt et l'ont protégée de la destruction venue de l'extérieur, il faut que ces communautés acceptent que leur forêt risquait d'être détruite, que leur façon de l'utiliser la mettait en danger, que la culture itinérante ou l'agro-sylviculture ou l'agriculture paysanne dans la forêt sont des menaces auxquelles il faut mettre fin. Tout projet REDD+ qui veut vendre des crédits carbone a besoin de faire croire que la forêt risquait d'être détruite à l'avenir.

C'est pourquoi, au départ, REDD+ a été présenté comme un moyen d'éviter cette destruction éventuelle en payant ceux qui représentent une menace pour la forêt : REDD+ était censé faire en sorte que les forêts valent davantage (du point de vue financier) si elles restaient debout que si elles étaient coupées. Or, la supposition que l'argent peut éviter le déboisement, qui est la base du système REDD+, est erronée et elle n'a pas marché. En effet, une plantation industrielle de palmiers à huile produit en moyenne près de 4 tonnes d'huile de palme par hectare et par an. Le prix de l'huile de palme en 2013 était de 700-800 USD la tonne d'huile brute. Pour pouvoir concurrencer le bénéfice qu'une entreprise peut obtenir d'une plantation de palmiers à huile, REDD+ devrait offrir des paiements annuels de 2 500-3 000 USD. Mais les paiements de REDD+ sont bien plus bas : pour un projet REDD+, une forêt tropicale du Brésil contient en moyenne 130-150 tonnes de carbone par hectare, et un crédit carbone vaut 5 USD au maximum. Celui qui possède une entreprise forestière ou une plantation de soja, qui est dans l'industrie minière ou dans le secteur hydroélectrique, gagne bien davantage en détruisant la forêt qu'en recevant des paiements REDD+ pour la laisser debout. Ainsi, REDD+ a montré que sa promesse de payer pour que le carbone reste dans les arbres ne suffit pas à éviter le déboisement à grande échelle.



Néanmoins, les architectes de REDD+ n'ont pas laissé tomber leur idée erronée pour commencer à se centrer sur les solutions véritables (laisser le carbone fossile sous terre, garantir les droits des peuples des forêts et démarquer les territoires des peuples autochtones). Ils ont tout simplement cessé de dire que, grâce aux paiements REDD+, il serait plus rentable de laisser une forêt debout que de la couper et que cela mettrait fin à leur destruction à grande échelle. En revanche, ils se sont mis à viser de plus en plus les méthodes agricoles paysannes et la culture itinérante car, pour ces activités, les paiements REDD+ seraient une compensation suffisante.

Mais en réalité, les paiements que reçoivent les communautés quand REDD+ leur est imposé ne sont pas nombreux [vous en trouverez des exemples dans la publication du WRM : 'REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges']. En fait, pour les membres des communautés forestières, les entreprises et les États qui mettent en œuvre le système REDD+ ne font que continuer à ignorer et à violer leurs droits. **Des conflits éclatent aussi au sein des communautés, parce que ceux de leurs membres qui tirent le plus profit du système ne sont pas forcément ceux qui subissent le plus de restrictions, et inversement.**

On pourrait même dire que les violations des droits communautaires sont plus graves avec REDD+ qu'avec d'autres initiatives préalables des États et des agences internationales pour protéger les forêts (tropicales), parce que, dans le cas des projets REDD+, le 'produit' qu'ils créent et qui est commercialisé sur le marché international du carbone est **la non-réalisation d'une activité prévue**. C'est-à-dire que la valeur économique du projet ne provient pas de l'extraction (de bois, de minéraux, de noix, de latex...) mais de la non-réalisation d'une activité qui mettrait en danger le stockage de carbone dans la forêt. Or, comme le marché du carbone commet l'erreur de supposer que le carbone fossile et le carbone de la forêt sont pareils vis-à-vis du climat, les crédits REDD+ justifient que les combustibles fossiles soient brûlés et que les émissions qui en découlent soient libérées dans l'atmosphère.

Une fois libéré, le carbone fossile va rester dans l'atmosphère pendant très longtemps, avant d'être piégé par la végétation ou par les océans. Les scientifiques qui conseillent l'ONU en matière de climat - le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) - disent que le carbone fossile reste en moyenne 100 ans dans l'atmosphère avant de se déplacer. Par conséquent, si un crédit REDD+ permet qu'un volume supplémentaire de carbone interfère avec le climat pendant 100 ans, il faut que le crédit compensatoire soit garanti pendant aussi longtemps : 99-100 ans. Et pendant tout ce temps, il faudra vérifier que l'activité qui risquait de menacer la réserve de carbone de la forêt n'a toujours pas lieu. Voilà pourquoi les projets de compensation REDD+ emploient des gardes ou se servent de drones pour surveiller le territoire, et que les ministères nationaux déploient leur 'police verte'.

Or, malgré la surveillance intensifiée (et la militarisation) des zones où le système REDD+ est mis en œuvre, personne ne peut garantir que le carbone restera emmagasiné dans la forêt pendant les 99 prochaines années. Néanmoins, il existe des contrats qui obligent les communautés à garantir justement cela.

Voyons un exemple concret (se servir d'un exemple concernant la région) :

Une entreprise privée est venue dire à la communauté qu'elle a été autorisée par le gouvernement à mettre en œuvre un projet REDD+ dans les terres utilisées par la communauté.

Avant de venir voir la communauté, l'entreprise a préparé des documents de beaucoup de pages, généralement en anglais, et pleins de formules mathématiques compliquées. En arrivant, les représentants de l'entreprise (ou un consultant, ou une ONG locale engagés par l'entreprise) diront : « Les émissions provoquées par la diminution des forêts de la région sont un gros problème pour le climat ! ». Probablement ils ne diront rien sur les émissions que l'on produit en Europe, aux États-Unis, dans un quelconque pays industrialisé ou dans une grande ville quand on brûle des combustibles fossiles, et qui sont la cause véritable du changement climatique.

Ensuite ils expliqueront que la communauté doit réduire les émissions dues à l'utilisation de la terre, et que le projet REDD+ va lui apporter des avantages et des emplois. Ils ajouteront que, s'agissant d'une transaction commerciale, la communauté devra signer un contrat pour pouvoir participer au projet et recevoir l'argent.



L'entreprise commencera à envoyer des consultants et des ingénieurs pour qu'ils parcourent la forêt et mesurent les arbres (ils proposeront peut-être d'engager des membres de la communauté pour qu'ils aident à faire ce travail). Ils mettront aussi des panneaux ou autre chose pour informer la communauté que la coupe d'arbres, la culture itinérante, la culture de plantes alimentaires dans la forêt, etc., ne sont plus permises, et qu'il y aura des gardes forestiers (parfois armés) qui vont patrouiller pour faire en sorte que les restrictions soient respectées. Très souvent ils choisiront des membres de la communauté qui veilleront à ce que les autres (leurs voisins, leur famille !) n'enfreignent pas les restrictions imposées.

La plupart des autres emplois et avantages seront de courte durée ou ne compenseront pas la perte de revenus causée par l'interdiction d'utiliser la forêt. La plupart des bénéfices – si l'entreprise réussit à vendre des crédits carbone – iront aux consultants, aux négociants et au propriétaire du projet REDD+ ; en général, la communauté est payée en dernier (voir l'image de la [page 27](#)).

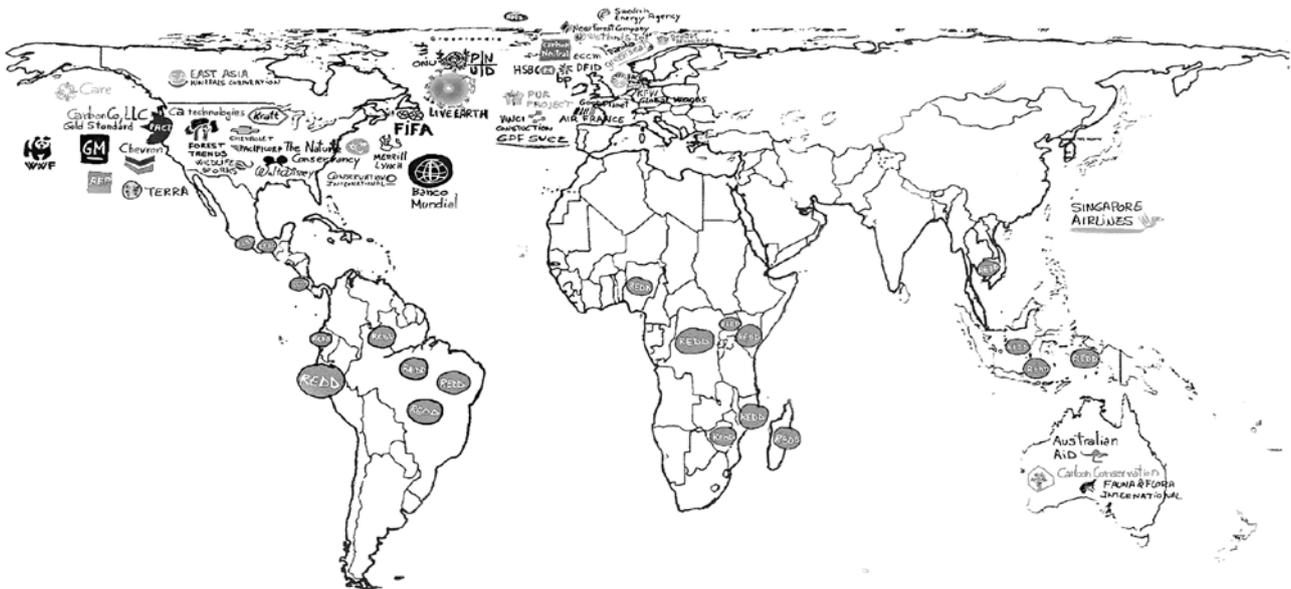
Ainsi, d'après l'expérience des communautés, les projets REDD+ leur ont apporté soit des restrictions draconiennes à l'utilisation des sols et des paiements insuffisants pour compenser ce qu'ils ne peuvent plus obtenir de la forêt, soit, si les communautés s'opposent à l'interdiction d'utiliser les terres de façon traditionnelle, des amendes considérables, la violence des gardes forestiers et aucun paiement, parce que les propriétaires du projet REDD+ affirment que, de toute façon, la forêt leur appartient et donc la communauté n'a aucun droit sur elle.

En outre, rien n'est fait au sujet des deux grands problèmes qui menacent les forêts et les communautés qui en dépendent : le déboisement à grande échelle et le changement climatique provoqué par la consommation excessive de combustibles fossiles du monde industrialisé.

Les expériences des communautés et leur opposition à REDD+

La carte de l'affiche 1 montre où sont basés les consultants, les ONG et les entreprises qui participent à chaque projet REDD+, et avec quels groupes locaux ils ont choisi de travailler. Les images concernant les projets REDD+ spécifiques à chaque endroit montrent que les problèmes sont très semblables, indépendamment de l'endroit du monde où ils sont mis en œuvre. La publication du WRM 'REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges' contient une vingtaine d'exemples et des liens vers du matériel complémentaire concernant ces projets, y compris des films en plusieurs langues.

À tous ces endroits, les promoteurs du projet ont fait des discours semblables et présenté les projets de façon semblable ; de même, les conséquences pour la plupart des membres des communautés ont été des promesses non tenues, des restrictions sur l'utilisation de leur propre territoire, des contrats comportant des clauses mal expliquées et des conflits intérieurs.



Pour savoir comment les communautés de la Réserve extractiviste de Tapajós, dans l'État brésilien de Pará, ont réussi à éviter l'exécution d'un projet REDD dans leur territoire, voir : 'Brasil: Projeto Demonstrativo de Carbono Florestal na Reserva Extrativista Tapajós-Arapiuns', et <http://amazonia.inesc.org.br/artigos/o-dinheiro-do-redd-e-solucao-para-a-falta-de-politicas-publicas/>.



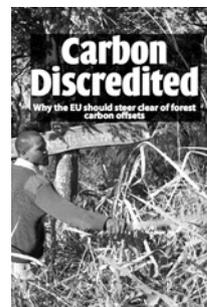
Exemple: Le projet de compensation de carbone de N'hambita, au Mozambique

“Qu'avons-nous gagné ? Pas grand-chose ! ”

Le paiement aura lieu pendant 7 ans seulement, mais le contrat oblige les membres de la communauté à entretenir les arbres et à éviter les incendies dans la forêt communautaire pendant **99 ans !**

Seules les familles qui avaient déjà des 'machambas' (fermes familiales) pouvaient y participer. Cela a provoqué des conflits au sein de la communauté, en particulier avec les familles de jeunes qui n'étaient pas autorisées à cultiver des produits alimentaires parce qu'elles ne pouvaient pas établir de nouvelles machambas

Le projet avait promis de contribuer à la régularisation des titres fonciers mais n'a pu le faire que de façon très limitée.



La situation alimentaire a empiré par rapport à ce qu'elle était avant le projet :

- La production d'aliments de base a diminué parce que la terre est affectée à la plantation d'arbres pour participer au projet REDD+.
- Les gens n'ont plus le temps de travailler leurs champs en plus du travail (saisonnier) offert par le projet REDD+, mais les salaires et les paiements REDD+ ne leur suffisent pas pour acheter les produits qu'ils cultivaient auparavant.
- L'utilisation des terres est restreinte pendant 99 ans, sans que les membres de la communauté aient participé à cette décision.

Pour en savoir plus

Rapports

- 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés.
<http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/10-alertes-sur-redd-a-lintention-des-communautes/>
- Comment les projets REDD+ fragilisent l'agriculture paysanne et les solutions réelles au changement climatique.
<https://www.grain.org/fr/article/entries/5324-comment-les-projets-redd-fragilisent-l-agriculture-paysanne-et-les-solutions-reelles-au-changement-climatique>
- REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges.
<http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges/>
- Commercer le carbone. Comment ça marche et pourquoi est-ce controversé. Information de Carbon Trade Watch sur le marché du carbone. <http://www.fern.org/fr/commercerlecarbon>
- La compensation de la biodiversité de Rio Tinto à Madagascar. Un double accaparement de terres au nom de la biodiversité ?
<http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/la-compensation-de-la-biodiversite-de-rio-tinto-a-madagascar-un-double-accaparement-de-terres-au-nom-de-la-biodiversite/>
- Article 'Economic Valuation: Not Recognizing Nature's Value But Pricing Nature's Destruction'.
<https://www.boell.de/en/dossier-new-economy-nature>
- Projet REDD+ Mozambique
<http://www.redd-monitor.org/2013/06/18/carbon-discredited-new-report-on-environmental-trades-nhambita-carbon-project-in-mozambique/>

Vidéos

- The Carbon Hunters. Film sur l'un des premiers projets REDD+ du Brésil, le projet de compensation de carbone de Guaraqueçaba, au Paraná. <http://www.pbs.org/frontlineworld/stories/carbonwatch/2010/05/the-carbon-hunters.html>
- Territoire contesté. Vidéo sur le projet précédemment mentionné. <https://www.youtube.com/watch?v=tRXDFPuSUT8>.
- Vidéo de Brainforest sur la Loi du développement durable du Gabon.
<http://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/trading-communal-rights-in-gabon-the-sustainable-development-law/>
- L'histoire de REDD : une réelle solution à la déforestation ? <https://www.youtube.com/watch?v=c-aaKD8vGU>
- Air France et le WWF à Madagascar
<http://www.redd-monitor.org/2013/12/12/wwfs-redd-project-in-madagascar-there-is-no-compensation-only-penalties-to-pay/>
- The CO₂ Alibi, sur la plantation d'arbres en Ouganda de la Fondation FACE.
Version sous-titrée en français : <https://vimeo.com/12020892>.

Sites web

- Dans le site web du WRM, les pages sur la marchandisation de la nature
<http://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/marchandisation-de-la-nature/redd/>.
- Webdossier Heinrich Böll Foundation New Economy of Nature:
https://www.boell.de/en/dossier-new-economy-nature?dimension1=ds_oekonomie_natur_en (en anglais et en allemand)
- REDD Monitor Website: <http://www.redd-monitor.org/>

Le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) est une initiative internationale mise en œuvre en 1986 par des activistes de divers pays pour faciliter, soutenir et renforcer la lutte contre le déboisement et l'accaparement de terres dans les pays où il y a des forêts et des communautés qui en dépendent. Son but est d'aider les communautés dans leur lutte pour disposer de leurs terres, leurs forêts et leurs moyens d'existence, tout en tenant compte de la parité hommes-femmes. Le WRM soutient les efforts dirigés à défendre les forêts et les communautés qui en dépendent contre l'exploitation forestière commerciale, les barrages, les mines, les plantations d'arbres, l'élevage de crevettes et l'agro-industrie, et contre les projets de conservation forestière qui les menacent, comme REDD+ et d'autres systèmes de compensation qui font partie de la tendance croissante à la marchandisation de la nature.

Le WRM possède un secrétariat international dont les bureaux sont installés à Montevideo, en Uruguay.



WRM

Secrétariat international du WRM

AAv. Gral José María Paz 1615/3 CP 11400

Montevideo, Uruguay.

Tél: +598 2605 6943

E-mail: wrm@wrm.org.uy

Site Web: <http://wrm.org.uy>

